

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET
D'ÉTAT AU 31 mars 2016**

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	1
II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES AIDES BUDGETAIRES ...	2
1. Mobilisation des ressources par service	2
Direction Générale des Douanes.....	3-4
Direction Générale des Impôts	5-6
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.....	7-9
Direction Nationale des Domaines et du Cadastre	10-12
Direction Générale de la Dette Publique	13-14
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	15
2. Mobilisation des appuis budgétaires	16
III. EXÉCUTION DU BUDGET EN DÉPENSES	17
1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget	17-19
2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses	20-21
3. Situation d'exécution du budget par compte économique	22-40
4. Analyse de l'exécution du budget par fonction	41-42
5. Détail de l'exécution du budget par section	43-71
IV. CONCLUSION	72

I. INTRODUCTION

L'exécution du budget 2016 s'effectue dans un contexte international marqué par des perspectives économiques mondiales moins favorables, en raison de la matérialisation d'un certain nombre de risques identifiés dans les prévisions initiales. Il s'agit entre autres du ralentissement de la croissance dans les pays émergents, notamment en Chine, de la baisse du prix du pétrole et d'autres matières premières, de la volatilité des marchés financiers et des tensions géopolitiques dans certaines parties du monde. Nonobstant ces risques, il est prévu une augmentation modérée de 0,1%.

Quant à l'inflation, elle devrait rester modérée tant dans les pays avancés (1,1% contre 0,3% en 2015) que dans la plupart des pays émergents et des pays en développement (5,6% contre 5,5% en 2015), en raison principalement de la baisse du prix du pétrole.

Au plan national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent favorables. La croissance réelle du PIB s'établira à 5,3% en 2016, soit environ 0,7 point de pourcentage de moins qu'en 2015, mais reste solide en lien avec la performance des secteurs agricole et tertiaire grâce aux politiques avisées du Gouvernement en matière de soutien au secteur agricole et à l'anticipation à la bonne pluviométrie.

L'inflation devrait rester dans la norme communautaire de 3% par an, pour autant que la campagne agricole soit favorable.

Les ressources de la Loi de Finances au 31 mars 2016 sans le financement extérieur du BSI ont été réalisées à hauteur de 311,221 milliards FCFA sur une prévision révisée de 1 478,614 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 21,05% contre 24,61% à la même période en 2015.

Les dépenses sans le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI) ont été exécutées à hauteur de 288,017 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 1 689,979 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 17,05% contre 14,45% à la même période en 2015.

Ci-dessous, le détail de l'exécution au 31 mars 2016 des recettes budgétaires par service d'assiette et de recouvrement et des dépenses par budget, par nature, par fonction et par destination.

II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES APPUIS BUDGETAIRES

1. Mobilisation des ressources par service :

Sur une prévision annuelle de 1 478,614 milliards de FCFA, les réalisations au 31 mars 2016 se sont chiffrées à 311,221 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 21,05% contre un taux de recouvrement de 24,61% à la même période en 2015. Le montant non réalisé par rapport à l'objectif annuel est de 1167,393 milliards de FCFA.

La situation de recouvrement des recettes par service ainsi que les réalisations au titre des appuis budgétaires se présentent au 31 mars 2016 comme suit :

(En milliards de FCFA)

STRUCTURES	Objectif annuel initial (1)	Réalisations au 31/03/2016 (2)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (3) = (2) - (1)	Taux de réalisation/objectif annuel (4) = (2) / (1)*100
DGD	512,000	129,090	382,910	25,21%
DGI	720,003	162,791	557,212	22,61%
DNTCP	30,000	7,175	22,825	23,92%
DNDC	85,000	11,199	73,801	13,18%
DGABE	6,000	0,144	5,856	2,40%
DGDP	4,112	0,822	3,290	19,99%
Total Recettes Budgétaires	1357,115	311,221	1045,894	22,93%
ABS	17,393	0,000	17,393	0,00%
ABG (DONS)	67,306	0,000	67,306	0,00%
ABG (PRETS)	36,800	0,000	36,800	0,00%
Total Appuis Budgétaires	121,499	0,000	121,499	0,00%
TOTAL GENERAL	1478,614	311,221	1167,393	21,05%

NB :

* Les recettes de la DGD et de la DGI intègrent les crédits TVA.

* Les recettes de ce tableau n'intègrent pas les recettes des Budgets Annexes et des Comptes et Fonds Spéciaux.

Direction Générale des Douanes

Les prévisions de recettes assignées à la Direction Générale des Douanes dans le cadre de la Loi de Finances 2016 sont fixées à 512 milliards de FCFA, dont :

- 188,400 milliards de FCFA sur les produits pétroliers ;
- 323,600 milliards de FCFA sur les produits non pétroliers.

A. Réalizations des recettes au titre du 1^{er} trimestre 2016

Tableau N° 1 : Etat de réalisation des recettes douanières au titre du 1^{er} trimestre 2016

MOIS	Types de produits	Janvier	Février	Mars	Total
RECOUVREMENTS	Produits pétroliers	19 229,2	19 078,1	19 843,4	58 150,6
	Marchandises solides	22 748,3	24 199,1	23 992,6	70 940,1
	Total	41 977,5	43 277,2	43 836,0	129 090,7
PREVISIONS	Produits pétroliers	15 386,0	15 386,0	15 386,0	46 158,0
	Marchandises solides	25 888,0	25 888,0	25 889,0	77 665,0
	Total	41 274,0	41 274,0	41 275,0	123 823,0
ECARTS	Produits pétroliers	3 843,2	3 692,1	4 457,4	11 992,6
	Marchandises solides	-3 139,7	-1 688,9	-1 896,4	-6 724,9
	Total	703,5	2 003,2	2 561,0	5 267,7
TAUX DE REALISATION (%)	Produits pétroliers	124,98%	124,00%	128,97%	125,98%
	Marchandises solides	87,87%	93,48%	92,67%	91,34%
	Total	101,70%	104,85%	106,20%	104,25%

PP= Produits Pétroliers ; PNP= Produits Non Pétroliers.

Au titre du premier trimestre 2016, la Direction Générale des Douanes a réalisé, au compte du budget d'Etat, la somme de 129,091 milliards FCFA pour des prévisions de 123,823 milliards FCFA, soit un excédent de 5,268 milliards et un taux de réalisation des prévisions de 104,25%.

Par type de produits, la situation se présente ainsi qu'il suit :

Les recettes issues des produits pétroliers ont été de 58,151 milliards FCFA pour des prévisions trimestrielles de 46,158 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 125,98% ;

Quant aux marchandises solides, les réalisations ont été de 70,940 milliards F CFA contre des prévisions de 77,665 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 91,34%.

B. Perspectives de recettes au deuxième trimestre 2016 :

Tableau N°2 : Prévisions de recouvrement des recettes douanières au titre du second trimestre 2016

MOIS	Types de produits	Avril	Mai	Juin	Total
Prévisions	Produits pétroliers	15 700	15 700	15 700	47 100
	Marchandises solides	27 182	27 182	27 183	81 547
	Total	42 882	42 882	42 883	128 647

Au titre du second semestre 2016, les prévisions de recouvrement de recettes douanières ont été fixées à 128,647 milliards FCFA, soit une moyenne mensuelle de 42,882 milliards FCFA.

C. Perspectives de recettes au 31 décembre 2016 :

Tableau N°3 : Prévisions de recouvrement sur la période d'avril à décembre 2016

MOIS	Types de produits	Janvier	Février	Mars	Total	Prévisions annuelles	Restes à réaliser	Projections mensuelles
RECOUVREMENT S	Produits pétroliers	19 229,2	19 078,1	19 843,4	58 150,6	188 400	130 249	14 472
	Marchandises solides	22 748,3	24 199,1	23 992,6	70 940,1	323 600	252 660	28 073
	Total	41 977,5	43 277,2	43 836,0	129 090,7	512 000	382 909	42 545

Dans l'optique d'atteindre les objectifs de recouvrement retenus dans la Loi de Finances 2016, il reste à réaliser sur la période d'avril à décembre 2016 la somme de 382,909 milliards FCFA dont :

- 252,660 milliards FCFA sur les marchandises solides ;
- 130,249 milliards FCFA sur les produits pétroliers.

Ceci dénote que le service des douanes doit réaliser en moyenne des recettes mensuelles de 42,545 milliards FCFA pour atteindre les objectifs quantifiés annuels.

Direction Générale des Impôts

Les prévisions de recettes de l'exercice budgétaire 2016 de la Direction Générale des Impôts (DGI) ont été fixées à 720 milliards de FCFA dans la Loi de Finances 2016.

La réalisation des objectifs de recettes sera mise en œuvre selon le calendrier prévisionnel ci-après :

Mois	2016	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Total	720,00	39,153	49,938	79,342	69,922	64,768	62,777	57,634	50,957	56,002	56,540	53,429	79,538

En termes de réalisation, les encaissements au titre du premier trimestre 2016 s'élèvent à :

- ✓ Janvier 2016 :..... 39,120 milliards FCFA
- ✓ Février 2016 :.....50,509 milliards FCFA
- ✓ Mars 2016 :..... 73,162 milliards FCFA.

Soit pour le premier trimestre 2016, des réalisations de 162,791 milliards de FCFA sur un objectif de 168,433 milliards de FCFA ; il en résulte un GAP de 5,642 milliards de FCFA.

Cet état de fait trouve essentiellement son explication, notamment dans le niveau des prévisions du mois de mars qui a connu un accroissement de plus de 33% par rapport à celui de mars 2015 (79,342 milliards en 2016 contre 59,612 milliards en 2015) ; ce qui est apparu très élevé au regard de la situation conjoncturelle de certains contribuables, particulièrement le secteur des mines dont l'apport est resté en deçà de celui escompté.

Une stratégie de résorption de ce GAP et d'atteinte des objectifs de recettes au 31 décembre 2016 et partant des différents trimestres restants, accompagnée d'un tableau de recouvrements rectifié, a été soumise à l'appréciation du ministre de l'Economie et des Finances. Cette stratégie est basée sur une estimation, à travers divers travaux d'analyse, du potentiel fiscal dont la mobilisation se fera par la réalisation d'activités telles que :

- la poursuite de l'établissement, de l'analyse et du suivi des indicateurs de gestion à périodicité mensuelle ce qui permettra entre autre, l'identification et la relance des défaillants puis éventuellement, la taxation d'office ;
- le suivi régulier de l'exécution des programmes de contrôle de périodicité quotidienne à mensuelle selon le niveau de suivi ;
- l'intensification des opérations de recensement, particulièrement celui des immeubles passibles de l'impôt sur les revenus fonciers ;

- la mise à jour régulière de la situation des restes à recouvrer et l'application des procédures en vue de leur apurement ;
- le contrôle régulier des vignettes ordinaires et vignettes TTR ;
- le suivi régulier au niveau du Trésor des déclarations de recettes (DR) de retenues à la source de TVA ;
- la poursuite des opérations de localisation des contribuables ;
- le suivi du programme de la brigade mixte impôts-douanes ;
- la poursuite des opérations de contrôle ciblé de TVA ;
- le renforcement en ressources humaines des structures en fonction des besoins ;
- l'apurement des dossiers de contentieux.

La présente stratégie repose sur :

- la réalisation des objectifs de croissance projetée ;
- une stabilité, voire une remontée du prix de vente de l'or ;
- la résolution du contentieux avec certaines sociétés minières ;
- le maintien d'un climat social apaisé au sein du service.

Quant aux mesures d'accompagnement, il s'agira de :

- maintenir la retenue à la source de la TVA ;
- accompagner constamment les structures d'appui et de recouvrement.

Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

La situation d'exécution des prévisions de recettes de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique au 31 mars 2016 et les perspectives de recouvrement du 2^e trimestre 2016 se présentent comme suit :

A. Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2016

(En millions de F.CFA)

</

Les prévisions cumulées de recettes à la date du 31 Mars 2016 s'élèvent à 6 349 millions de FCFA dont 4 658 millions de FCFA d'impôts et taxes, 1 650 millions de FCFA pour le PMU et 41 millions de FCFA pour le CASINO.

Quant aux réalisations de recettes à la même date, elles ont été de 7 175 millions de FCFA dont 5 504 millions de FCFA au titre des impôts et taxes recouverts par le Trésor, 1 637 millions de FCFA pour les recettes du PMU-MALI et 34 millions de FCFA recouverts au niveau du CASINO.

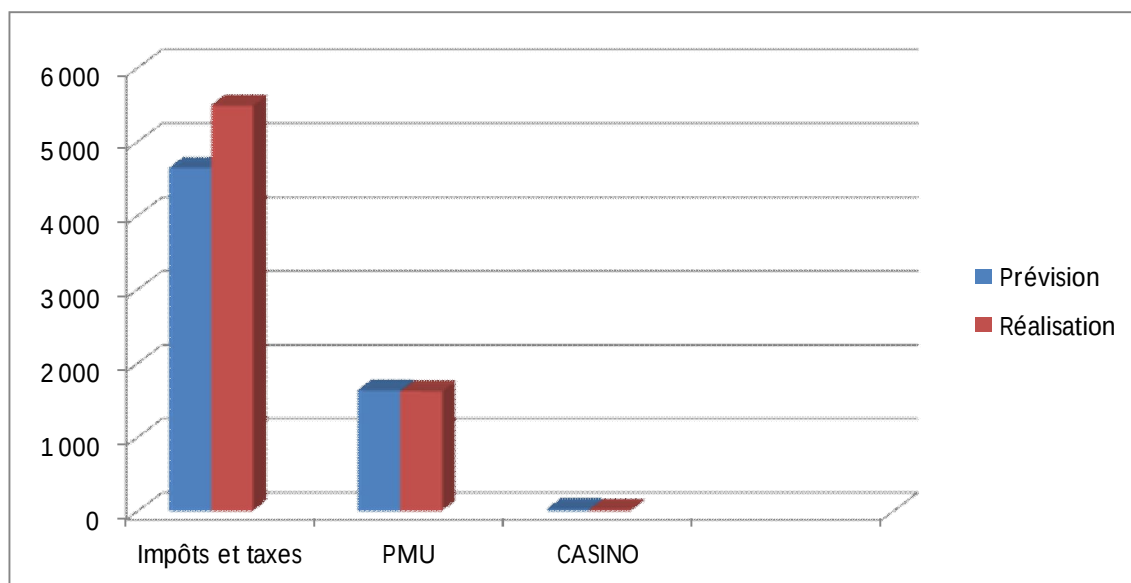
Globalement, il se dégage un excédent de réalisation de 826 millions de FCFA et un taux de réalisation de 113% sur la prévision cumulée à fin mars 2016.

Cet excédent est dû essentiellement aux impôts et taxes recouverts par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Le taux de réalisation sur les impôts et taxes est de 118%, 99% pour le PMU-MALI et 83% pour le CASINO.

Cette performance est due au meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

Graphique 1 :



B. Perspectives de recouvrement au 2^{ème} trimestre 2016

	Prévision du 1 ^{er} Trimestre	Prévision 2 ^{ème} Trimestre			Cumul du 2 ^{ème} Trimestre	TOTAL
		Avril	Mai	Juin		
Impôts et Taxes	4 658	1 934	1 462	1 779	5 175	9 833
PMU	1 650	550	550	550	1 650	3 300
CASINO	41	17	17	17	51	92
TOTAL	6 349	2 501	2 029	2 346	6 876	13 225

Les prévisions de recettes du 2^{ème} trimestre 2016 sont de 6 876 millions de FCFA dont 5 175 millions de FCFA sur les Impôts et Taxes, 1 650 millions de FCFA en recettes du PMU-MALI et 51 millions de FCFA en CASINO.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

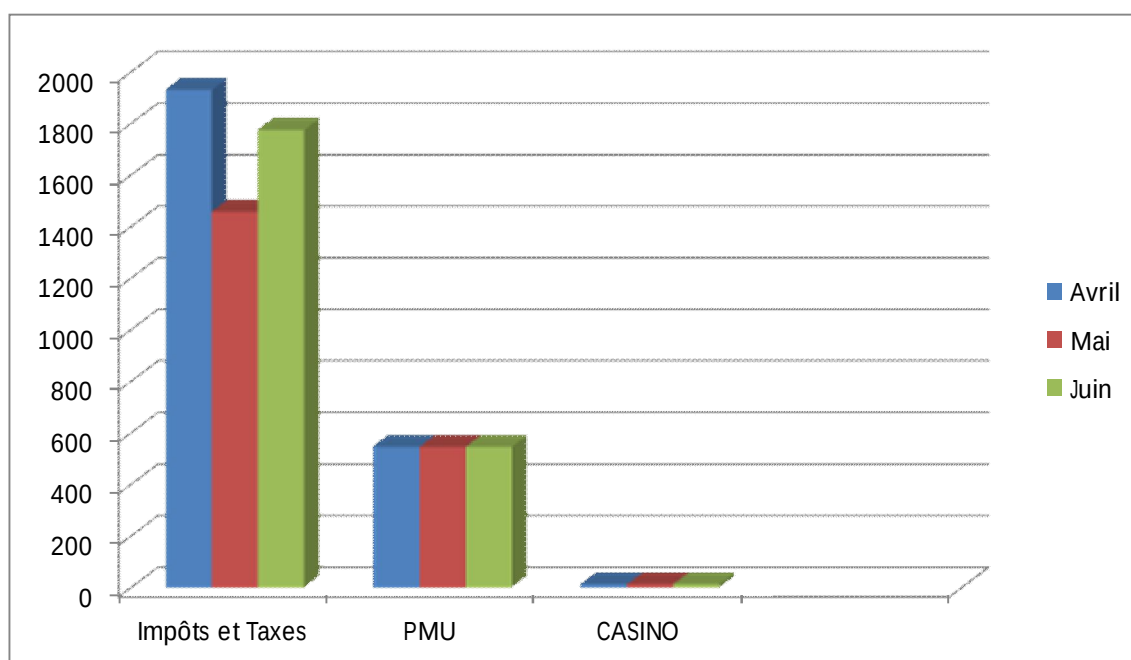
- ✓ Avril : 2 501 millions de FCFA
- ✓ Mai : 2 029 millions de FCFA
- ✓ Juin : 2 346 millions de FCFA.

Les perspectives de recouvrement de recettes du CASINO d'un montant de 51 millions de FCFA au cours du 2^{ème} trimestre 2016 est de 17 millions de FCFA par mois.

Quant aux Impôts et taxes, il est prévu une réalisation de 1 934 millions de FCFA en avril, 1 462 millions de FCFA en Mai et 1 779 millions de FCFA en Juin 2016.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-MALI, il est prévu un recouvrement mensuel de 550 millions de FCFA d'Avril à Juin 2016.

Graphique 2 :



La DNTCP a pris les dispositions nécessaires pour pouvoir atteindre son objectif de recettes de l'exercice budgétaire 2016 à fin décembre. Cet objectif sera atteint à travers un meilleur suivi des recettes de Chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC) au premier trimestre 2016 se présentent comme suit :

A. Prévisions :

Les objectifs de recette assignés à la DNDC par la Loi de Finances 2016 sont de quatre vingt cinq milliards de FCFA (85 000 000 000 FCFA). La prévision du premier trimestre 2016 s'élève à Douze Milliards Vingt Cinq Millions Trois Cent Quatre Vingt (12 025 330 420 FCFA).

B. Les réalisations

Au 31 mars 2016, la contribution de la DNDC à la réalisation des objectifs de recettes du premier trimestre s'est chiffrée à onze milliards cent quatre vingt dix huit millions cinq cent quinze mille deux cent dix sept (11 198 515 217) FCFA ; soit un taux de réalisation de 93% de la prévision du premier trimestre, se traduisant par un écart négatif de (826 815 203) FCFA.

La réalisation des recettes du premier trimestre 2016 a connu une augmentation par rapport à la même période de 2015.

La réalisation du premier trimestre 2016 s'élève à (11 198 515 217) FCFA contre (6 158 630 234) FCFA en 2015 soit une augmentation de (5 039 884 983) FCFA.

Les augmentations les plus significatives sont :

- ✓ les dividendes des sociétés minières ; pas de réalisation au premier trimestre 2015 contre, (1 683 115 916) FCFA à la même période de 2016 soit une augmentation de cent pour cent (100%) ;
- ✓ la taxe Ad Valorem 4 237 507 474 FCFA de réalisation au premier trimestre 2016 contre 3 494 290 335 FCFA en 2015 soit une augmentation de 743 217 139 FCFA ;
- ✓ L'effort de recouvrement a été fortement soutenu au premier trimestre par les recettes ordinaires malgré la suspension, 5 277 891 827 FCFA en 2016 contre 2 364 596 665 FCFA à la même période en 2015 soit une augmentation de 2 913 295 162 FCFA

C. Analyse

D'une façon générale les réalisations des recettes du premier trimestre 2016 ont connu une augmentation par rapport à la même période de 2015.

✓ Dividendes des sociétés minières

Le niveau de paiement des dividendes des sociétés minières a connu une augmentation significative en 2016 comparativement à la même période de l'année 2015, malgré cette augmentation, il est bon de signaler que l'impact annoncé ne s'est pas traduite en termes d'augmentation des contributions des sociétés minières. En effet, l'appréciation du cours de l'or couplée avec le dépassement des perspectives de production avaient constitué des indices probants d'une forte mobilisation de recette à ce niveau. Mais force est de constater ça n'a pas été le cas.

✓ Taxe Ad Valorem

Le recouvrement sur cette rubrique a aussi connu une augmentation par rapport à la même période de 2015.

✓ Les recettes ordinaires

Les recettes ordinaires ont connu une augmentation spectaculaire, avec une moyenne mensuelle de réalisation de 1 759 297 276 FCFA au premier trimestre 2016 contre une moyenne de 788 000 000 FCFA à la même période en 2015, sur une prévision de 4 625 330 420 FCFA de recettes ordinaires la DNDC a réalisé 5 277 891 527 FCFA soit un taux de réalisation de 114%.

Tableau de réalisations du premier trimestre par rapport à la prévision de la DNDC			
NOMENCLATURE	Prévisions Premier Trimestre	Réalisations Premier Trimestre	Taux
Aliénation d'immeubles et TF	1 548 291 200	1 881 816 930	122%
Aliénation de meubles	39 786 000	144 101 275	362%
Redevances superficielles	300 460 000	174 937 640	58%
Taxe Ad Valorem	5 400 000 000	4 237 507 474	78%
Droit d'enregistrement	1 719 272 000	2 209 283 798	129%
Droit de conservation Foncière	360 337 800	422 931 458	117%
Droit de Timbre	143 106 110	63 715 845	45%
Pénalités	11 822 000	5 349 159	45%
Concessions ordinaires	100 878 200	79 020 848	78%
Taxe sur les frais d'édilité	86 595 510	9 515 600	11%
Dividendes Sociétés minières	2 000 000 000	1 683 115 916	84%
Dividendes autres sociétés	-	-	
Prélèvement honoraires greffiers	3 224 000	2 270 925	70%
Loyer administratif	6 946 600	8 524 840	123%
Taxe d'extraction	45 800 000	-	0%
Taxe sur la plus value de cession	256 450 000	267 698 394	104%
Location Verbale	2 361 000	8 725 115	370%
TOTAL	12 025 330 420	11 198 515 217	93%

N.B : Une situation compensation de crédit de TVA de la société minière de SEMICO S.A d'un montant de 192 042 609 FCFA et de Morila d'un montant de 108 874 412 au compte du premier trimestre 2016, est dans le circuit pour un montant total de 300 917 021 FCFA.

D. Les perspectives pour le deuxième trimestre 2016 :

Comme perspectives, il est attendu, au titre du deuxième trimestre, un montant de 45 460 800 000 FCFA qui se repartit comme suit :

- ✓ 32 312 800 000 FCFA de recouvrement sur la ligne dividendes des autres sociétés (SOTELMA-MALITEL, CMDT, BNDA, ASAM, SUKALA, BIM) ;
- ✓ 2 348 000 000 FCFA de dividende sociétés minières ;
- ✓ 7 800 000 000 FCFA en taxes ad valorem, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de l'ordre de 2 600 000 000 FCFA ;
- ✓ 3 000 000 000 FCFA en recettes ordinaires, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de 1 000 000 000 FCFA ;
- ✓ 1 600 000 000 FCFA de dividendes attendus de la part de la société minière de Goukoto ;
- ✓ 748 000 000 FCFA de dividendes attendus de la part de la société minière de SEMOS S.A.

Direction Générale de la Dette Publique

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2016 est de Quatre Milliards Cent Douze Millions (4,112 milliards de FCFA).

La situation d'exécution à la date du 31 mars 2016 est de Huit Cent Vingt Deux Millions (822 millions de FCFA) pour une prévision de 909 millions de FCFA, soit un taux d'exécution trimestriel de 90%.

La non atteinte des objectifs du trimestre est due au non paiement de l'échéance de mars par la Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM).

Les perspectives de recouvrements du deuxième trimestre 2016 sont de 1,156 milliard de FCFA.

La Direction Générale de la Dette Publique continuera de recouvrer les échéances courantes de dettes et de réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'Economie et des Finances.

Ci-joint le tableau des prévisions de recouvrement 2016 des prêts rétrocédés.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janv		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		sept		oct		nov		déc		TOTAL GEN	
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
BNDA					9	9			413		65						9				411		63		970	9
EDM-SA					250	250					250						250						250		1 000	250
SOGEM					250		330										250		320						1 150	0
BDM-SA							91												87						178	0
SOTELMA-SA							7												7						14	0
N-SUKALA					400	563											400								800	563
Prév. DGDP					909	822	428	0	413	0	315	0	0	0		0	909	0	414	0	411	0	313	0	4 112	822
Cumul DGDP						822				0		0		0		0		0		0		0		0		
Pourcentage					90		0		0		0		0		0		0		0		0		0		20	

Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat proviennent essentiellement :

- des loyers versés à l'Etat sur les bâtiments publics mis en location ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat et devenus sans emploi ;
- des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées ;
- des redevances versées à l'Etat suite à la mise en concession de certaines sociétés.

En 2016, il a été inscrit dans la Loi de Finances un objectif d'un montant de 6 000 000 000 FCFA pour la DGABE.

Ces prévisions de recettes se décomposent comme suit :

- 4 000 000 000 FCFA au titre des recettes de vente de bâtiments administratifs à usage de bureau ;
- 200 000 000 FCFA au titre des produits des réformes ;
- 1 800 000 000 FCFA au titre des recettes de privatisation.

A la date du 31 mars 2016, un montant de 144.101.275 FCFA a été recouvré au compte de la DGABE au titre des produits de réforme soit un taux de réalisation de 7,21%.

Après plusieurs tentatives de privatisation de l'UMPP, il a été finalement décidé d'évaluer et de liquider le plan social au profit des travailleurs de l'entreprise et de créer une nouvelle usine de production de produits pharmaceutiques.

Aucune autre opération de privatisation n'est envisagée en 2016.

En termes de perspectives, si les opérations de réforme ne connaissent pas de perturbations, les produits de réforme de matériels et équipements durables procureront au 2^{ème} trimestre 2016 des recouvrements à hauteur de 150 000 000 FCFA.

2. Mobilisation des Appuis Budgétaires :

Il convient d'indiquer que les Appuis Budgétaires sont constitués des Appuis Budgétaires Généraux (ABG) et des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS). Les ABG se décomposent en dons et en prêts et rentrent dans le cadre de financement du déficit budgétaire.

Les ressources au titre des ABG inscrites dans la Loi de Finances 2016 s'élèvent à 104,106 milliards de FCFA contre 183,255 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2015, soit une régression de 79,149 milliards de FCFA ou un taux de -43,19% et se décomposent par partenaire comme suit :

- Union Européenne.....64,000 milliards FCFA
- Danemark (ABG)3,306 milliard FCFA
- Banque Mondiale.....20,000 milliards FCFA
- Banque Africaine de Développement.....10,700 milliards FCFA
- Fonds Monétaire International6,100 milliards FCFA

Quant aux ressources de l'ABS, elles se chiffrent à 17,393 milliards de FCFA dans la Loi de Finances 2016 contre 39,263 milliards de FCFA dans le budget rectificative 2015, soit une diminution de 21,870 milliards de FCFA ou un taux de -55,70% et sont constituées :

- d'une part, de l'appui budgétaire sectoriel décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur de 5,268 milliards de FCFA dont 2,661 milliard de FCFA pour le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM) dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et le District de Bamako, 567 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui au Développement Economique Régionale de Sikasso (ADER), 500 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui à la Décentralisation de l'Education (PADE), 200 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui à l'Education non Formelle (PENF) dans les régions de Sikasso, Mopti et Tombouctou et 1,340 milliards pour le Programme Partenariat et Gouvernance ;
- d'autre part, du montant d'appui budgétaire sectoriel de 12,125 milliards de FCFA résultant des annonces faites par l'un des Partenaires Techniques et Financiers à savoir, le Canada.

Situation d'exécution des appuis budgétaires au 31/03/2016

(En milliards de FCFA)

STRUCTURES	Objectif (1)	Réalisations au 31/03/2016 (2)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (3) = (1) - (2)	Taux de réalisation/objectif (4) = (2) / (1)*100
ABS	17,393	0,000	17,393	0,00%
ABG (DONS)	67,306	0,000	67,306	0,00%
ABG (PRETS)	36,800	0,000	36,800	0,00%
Total Appuis Budgétaires	121,499	0,000	121,499	0,00%

Ainsi, sur une prévision annuelle de 121,499 milliards de FCFA, il n'y a eu aucune réalisation à la date du 31 mars 2016 au titre des Appuis Budgétaires.

III. EXECUTION DU BUDGET EN DEPENSES

Les dépenses du budget d'Etat initial 2016 sans le financement extérieur du BSI se chiffrent à 1 689,979 milliards de FCFA sur lesquels, il a été exécuté au 31 mars 2016 un montant de 288,017 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 17,05% contre 14,45% à la même période en 2015.

La situation d'exécution desdites dépenses se présente comme suit :

1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget

(En milliards de FCFA)			
LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Pouvoirs publics et Administrations centrales	1 320,278	226,508	17,16%
Administrations déconcentrées des régions	285,816	55,967	19,58%
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	83,285	5,541	6,65%
TOTAL	1 689,379	288,016	17,05%

Les dépenses des Pouvoirs Publics et des Administrations Centrales comprennent les dépenses des charges communes, des Institutions, des Départements Ministériels et des Etablissements Publics à caractère Administratif (y compris le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement).

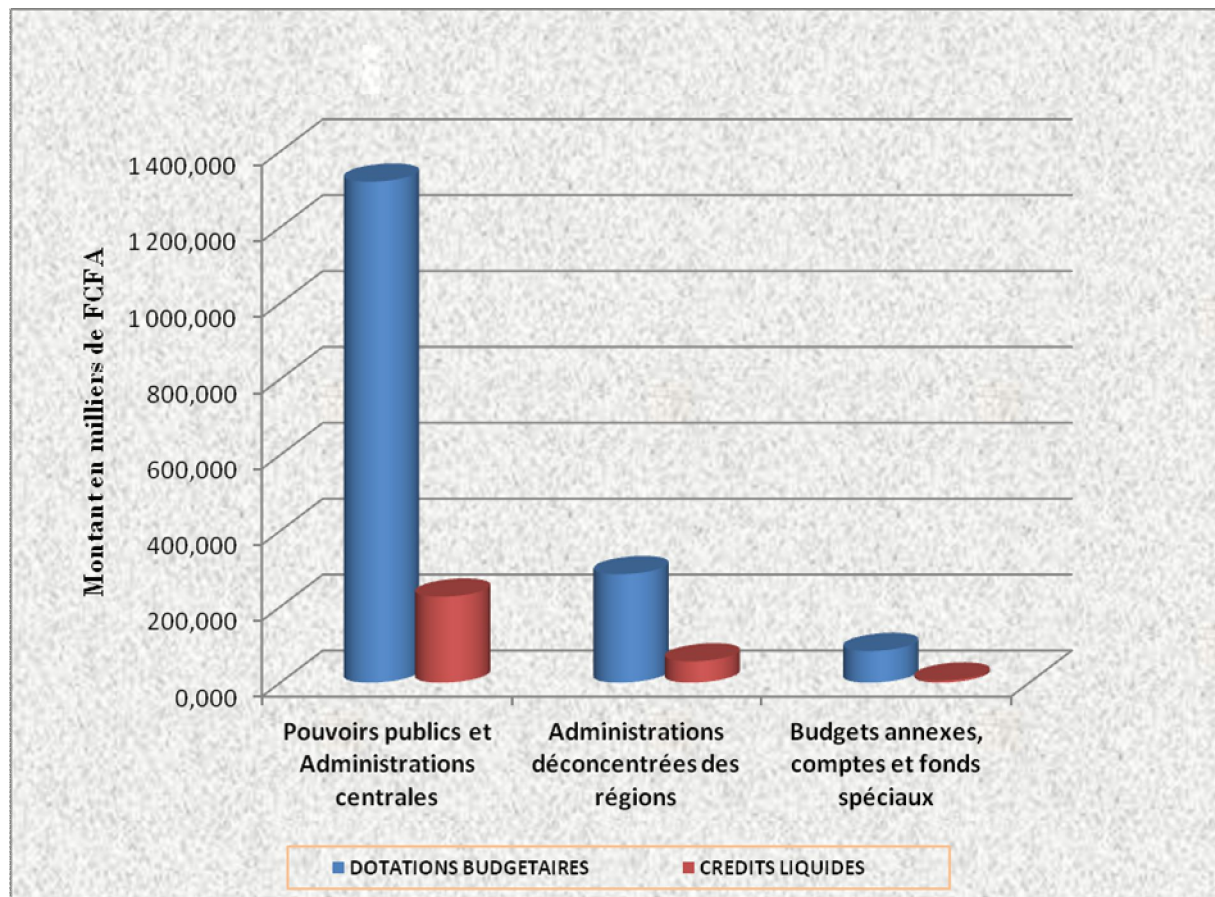
Le taux d'exécution des crédits au niveau des Pouvoirs Publics et Administrations centrales (17,16%) s'explique essentiellement par le taux d'exécution, des dépenses de transfert et subventions, des salaires du personnel, des dépenses en équipement et investissement, des autres dépenses, des dépenses en communication et énergie, et des remboursements de la dette.

Le taux d'exécution élevé des crédits au niveau des administrations déconcentrées des régions (19,58%) s'explique essentiellement par le taux d'exécution des salaires du personnel, des autres dépenses, des dépenses de matériels-fonctionnement, des dépenses de transfert et subventions et des dépenses en communication et énergie.

S'agissant des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux, leur niveau d'exécution est de 6,65% et est imputable aux budgets annexes des entrepôts du Mali dans les différents ports maritimes de la sous-région notamment dans les Entrepôts Maliens au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Guinée, au Ghana et en Mauritanie.

Ces budgets étant exécutés dans différents pays en dehors du Mali, leur exécution n'est pas interconnectée dans la chaîne informatique de la dépense, c'est après exécution qu'il est procédé à leur saisie dans la base de données informatiques de la loi de Finances.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de budget (sans BSI financement extérieur).



Ci-dessous, l'exécution détaillée des dépenses par nature de budget au 31 décembre 2015 (sans le BSI financement extérieur)

(En milliers de FCFA)

LIBELLES	DOTATIONS REVISÉES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
BUDGET GENERAL			
POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES			
Personnel	207 108 703	87 851 460	47 494 905
Matériel & fonctionnement	82 215 442	16 195 796	9 782 639
Déplacement & mission	49 945 150	8 422 334	7 826 876
Communication & énergie	24 260 612	8 800 370	7 251 396
Autres dépenses	66 604 375	12 222 078	9 212 908
Bourses	16 711 348	1 769 757	1 769 757
Equipement et investissement	220 673 693	31 509 234	18 073 723
Transfert et subvention	260 850 927	67 558 399	53 581 566
Dettes	177 067 836	20 738 870	16 356 145
BSI financement intérieur	189 959 000	63 955 517	55 158 168
Appui budgétaire	12 125 000	0	0
Personnel (collectivité)	12 756 190	0	0
	1 320 278 276	319 023 814	226 508 083
ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS			
Personnel	77 742 382	38 591 962	19 217 816
Matériel & fonctionnement	29 277 242	4 127 525	3 348 612
Déplacement & mission	4 069 928	889 614	811 035
Communication & énergie	10 184 459	2 007 188	1 642 277
Autres dépenses	33 190 832	7 712 837	2 964 683
Bourses	666 435	21 105	0
Transfert et subvention	0	0	0
BSI financement intérieur	11 599 553	2 189 769	2 138 351
Appui budgétaire	11 200 000	2 748 795	76 476
Personnel (collectivité)	5 268 140	0	0
Personnel	102 617 447	31 089 700	25 768 216
	285 816 418	89 378 495	55 967 465
TOTAL BUDGET GENERAL	1 606 094 694	408 402 310	282 475 548
Budgets Annexes Comptes Et Fonds Spéciaux			
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉC	83 285 030	5 541 422	5 541 422
TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPTES ET F	83 285 030	5 541 422	5 541 422

TOTAL BUDGET D'ETAT	1 689 379 724	413 943 732	288 016 971
---------------------	---------------	-------------	-------------

2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses (Sans BSI financement extérieur)

(En milliards de FCFA)

LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Personnel	284,851	66,713	23,42%
Personnel (Collectivité)	115,373	25,768	22,33%
Fonctionnement	217,329	32,433	14,92%
Transfert	272,451	55,720	20,45%
Autres dépenses	99,795	12,178	12,20%
Equipement et investissement	421,833	73,308	17,38%
Dettes	177,068	16,356	9,24%
Appui budgétaire	17,393	0,000	0,00%
Budgets annexes	83,285	5,541	6,65%
TOTAL	1 689,378	288,017	17,05%

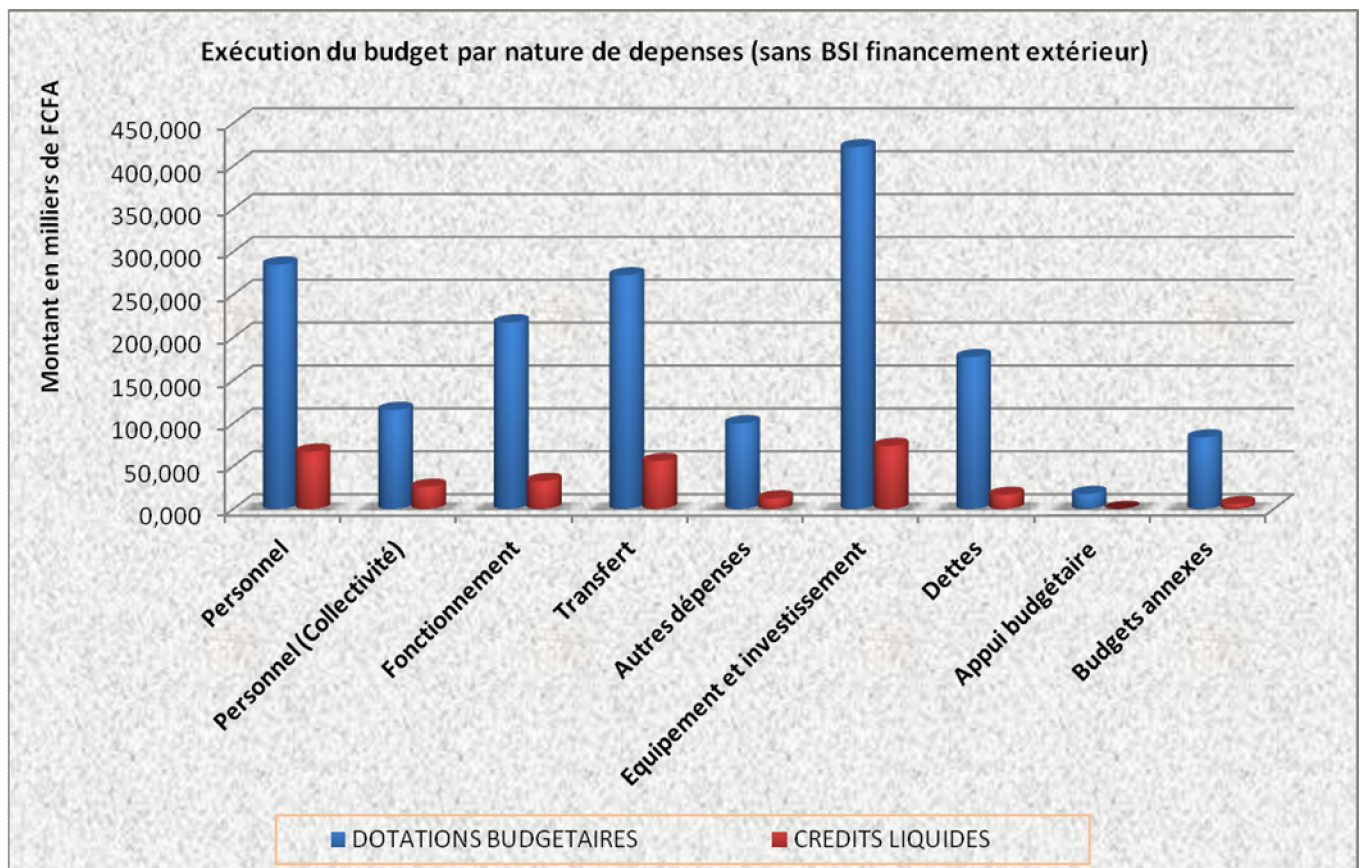
Il ressort de l'analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses au 31 mars 2016, ce qui suit :

- a. les dépenses de personnel enregistrent un taux d'exécution de 23,42% pour le personnel de l'administration générale de l'Etat et de 22,33% pour le personnel des collectivités territoriales ;
- b. les autres dépenses enregistrent un niveau d'exécution de 12,20% contre 10,63% en 2015 dû essentiellement aux dépenses indiquées ci-après :
 - les dépenses électorales ;
 - les dépenses de formation ;
 - les frais de location des bâtiments administratifs baillés ;
 - la liquidation du passif régulier ;
 - les autres dépenses des Ministères ;
 - les dépenses exceptionnelles ;
 - l'entretien courant des bâtiments des Départements ministériels et des Régions.
- c. la rubrique transfert et subventions dégage un niveau d'exécution de 20,45% contre 15,72% en 2015 à la même période. Ce niveau d'exécution en 2015 se justifie par la prise en charge des dépenses de transfert d'équilibre de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale au titre du paiement des pensions, des bourses et allocations d'études, de l'avance à l'EDM-SA, des

intrants agricoles, de l'appui à la promotion du gaz butane, de la participation au fonctionnement des Départements ministériels, de l'apurement du passif au titre de la dette, de la subvention à l'enseignement privé et des dépenses diverses de transfert des Régions.

- d. les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à 14,92% contre 17,06% à la même période en 2015 imputable essentiellement aux dépenses liées aux :
- matériels didactiques, frais d'examen, demi-bourses et matières d'œuvres ;
 - besoins nouveaux des services ;
 - dépenses en alimentation des départements ministériels ;
 - dépenses de matériels et de fonctionnement des départements ministériels, des EPA et des Régions ;
 - besoins nouveaux des services.
- e. l'équipement-investissement (sans le financement extérieur du BSI) présente un taux d'exécution de 17,38% contre 6,78% en 2015 à la même période. Il s'agit essentiellement des dépenses en investissements en faveur de l'équipement de l'armée, des dépenses d'investissement au titre des opérations militaires « Badenko » au niveau des charges communes et des dépenses en investissement des ministères et des EPA.

Ci-dessous la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de dépenses (sans BSI financement extérieur).



Au 31 décembre 2015, l'exécution détaillée des dépenses par compte économique se présente dans le tableau suivant :

3. Analyse de l'exécution du budget par compte économique

PERSONNEL

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
2-611-20	Heures Supplémentaires	675 887	62 711	62 711
2-613-20	Frais d'examen	146 531	0	0
2-617-20	Entretien des Stagiaires	12 988	75	75
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	5 697 300	0	0
2-619-04	Besoins nouveaux (part patronale)	5 567 756	0	0
2-619-06	Solde et accessoires besoins nouveaux	300 000	0	0
2-619-09	Autres dépenses de personnel	3 068 008	815 035	815 035
2-619-10	Autres dépenses de pers. (indem. intére.	0	0	0
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		15 468 470	877 821	877 821
DEPENSES DES MINISTERES				
2-611-00	Personnel	150 210 961	75 599 438	37 433 655
2-611-20	Heures Supplémentaires	2 860 163	83 587	80 559
2-611-21	Heures supplémentaires (vac. justice)	25 960	0	0
2-613-20	Frais d'examen	59 425	0	0
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	10 339 357	1 213 710	1 104 456
2-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	54 606	27 303	615
2-619-04	Besoins nouveaux (part patronale)	11 868 609	5 800 000	5 800 000
2-619-05	Cotisation Etat (amo)	3 556 742	0	0
2-619-09	Autres dépenses de personnel	870 000	192 500	192 500
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		179 845 823	82 916 537	44 611 786
DEPENSES DES E.P.A.				
2-611-00	Personnel	7 887 002	3 907 403	1 964 825
2-611-20	Heures Supplémentaires	3 574 794	28 281	18 435
2-613-20	Frais d'examen	101 131	18 177	18 177
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	0	0	0
2-619-02	Personnel (Vacataire)	231 483	103 242	3 861
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		11 794 410	4 057 102	2 005 299
DEPENSES DES REGIONS				
2-611-00	Personnel	57 249 436	28 652 499	14 399 559
2-611-01	Personnel (K A Y E S)	1 357	0	0
2-611-04	Personnel (SEGOU)	60 788	30 394	0
2-611-05	Personnel (MOPTI)	5 600	0	0
2-611-07	Personnel administratif	3 374 323	1 698 432	809 173

2-611-22	Personnel cycle I	11 078 240	5 534 370	2 689 630
2-611-23	Personnel cycle II	4 626 305	2 321 653	1 077 062
2-611-24	Heures Supplémentaires (P. Adm.)	136 534	15 358	15 358
2-611-25	Heures Supplémentaires (P. Enseig.)	757756	328921	220177
2-613-21	Indemnité double vacation	411792	0	0
2-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	40251	10337	6858
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		77 742 382	38 591 962	19 217 816
TOTAL PERSONNEL		284 851 085	126 443 422	66 712 722

MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	2 213 348	577 680	540 893
3-622-12	Entretien matériel informatique	300 713	0	0
3-629-26	Célébration fêtes nationales	300 000	0	0
3-629-56	Conférences et visites (matériel)	200 000	22 295	9 325
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		3 014 061	599 974	550 218
DEPENSES DES MINISTERES				
3-241-00	Mobilier pour logement	24 925	6 138	6 138
3-241-10	Mobilier et équipement de bureau	272 063	38 829	34 908
3-242-10	Matériel informatique	459 616	48 081	20 245
3-243-10	Besoins nouveaux en véhicules des Stru	16 056	16 030	0
3-244-10	Matériel technique, installation et outillage	77 869	18 639	17 354
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	12 802 366	2 196 794	1 654 517
3-621-13	Informatisation des salaires	618 308	28 320	0
3-621-14	Impressions & Imprimés	3 297 012	660 252	33 167
3-621-15	Fournitures techniques	4 747 823	748 871	246 776
3-621-16	Habillement	2 467 846	572 950	114 262
3-621-17	Alimentation	12 284 192	2 886 790	2 690 897
3-621-19	Dépenses de fonctionnement (Cellule SI	56 798	8 277	8 277
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	4 712 399	1 334 826	672 351
3-621-21	Alimentation des animaux	122 472	0	0
3-621-22	Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	13 537	1 162	132
3-621-23	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	41 014	10 124	10 124
3-621-24	Alimentation poste de sécurité	315 901	70 000	70 000
3-621-25	Dépenses de fonctionnement (Comité sc	6 494	936	936
3-621-26	Dépenses de fonctionnement (frais de ré	100 000	25 000	25 000
3-621-29	Dépenses de fonct. (prog. vigoureux alph	1 232 290	2 640	2 640
3-621-30	Matériel didactique	3 356 761	184 288	47 316
3-621-31	Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	4 338 556	632 397	23 399
3-621-36	Matériels didactiques (matières d'œuvre	194 855	0	0
3-621-37	Matériels didactiques (demi-bourses)	450 540	0	0
3-621-38	Matériel (strat. scol. acc. passerelles)	118 110	0	0
3-621-50	Appui mise en œuvre PO CSL VIH/SID	87 978	0	0
3-621-51	Appui stratégie nationale contrôle interne	96 776	0	0
3-621-52	Appui évaluation système éducatif	70 382	17 595	17 595
3-621-53	Appui activités renforcement capacités G	87 978	16 959	16 959
3-621-54	Appui supervision activités pédagogique	87 980	21 950	21 950
3-621-55	Appui suivi-évaluation cantines scolaire	17 596	4 390	4 390
3-621-56	Appui suivi-évaluation manuels scolaire	17 596	4 390	4 390

3-621-57	Appui cadres concertation niveaux local	17 596	4 390	4 390
3-621-61	Appui juridictions	250 000	8 999	0
3-621-62	Appui maisons d'arrêts	100 800	17 730	12 150
3-622-10	Entretien matériel de bureau	237 002	51 856	48 007
3-622-11	Entretien du matériel technique	17 060	0	0
3-622-12	Entretien matériel informatique	908 669	102 146	65 162
3-622-13	Maintenance matériels & équip. sanitaire	241 920	23 879	0
3-622-14	Réinsertion détenus	4 900	1 225	1 225
3-622-15	Journal officiel	20 623	4 973	4 973
3-629-11	Achat de médailles	34 501	8 625	8 625
3-629-16	Promotion touristique	45 403	11 351	11 351
3-629-18	Achat de vignettes	11 660	10 415	10 415
3-629-20	Achats Médicaments	3 723 623	553 715	0
3-629-21	Achat de vaccins	3 374 528	1 705 719	1 705 719
3-629-23	Produits pharmaceutiques (visas)	12 811	2 825	1 760
3-629-24	Produits pharmaceutiques	86 436	17 687	17 687
3-629-25	Achat de support IEC	24 831	0	0
3-629-27	Achat kâotrine	9 960	0	0
3-629-31	Frais Examens Cycle II	188 114	0	0
3-629-32	Frais Examens Enseig.Normal	318 689	0	0
3-629-35	Frais de concours	190 894	0	0
3-629-39	Autres frais d'examen (secondaire)	1 711 916	614 841	18 302
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	293 421	4 025	1 025
3-629-71	Besoins nouveaux activités sportives	159 636	39 909	39 909
3-629-72	Besoins nouveaux activités de jeunesse	20 000	4 000	4 000
3-629-76	Autres dépenses de matériel	2 797 552	911 692	223 436
3-629-77	Autres dépenses de matériel	309 019	46 130	10 681
3-629-84	Besoins nouveaux (phase finale)	174 866	43 717	43 717
3-629-85	Autres Dépenses de mat. (Plan C.A)	400 000	0	0
3-669-40	Epidémies & Catastrophes	706 075	27 660	0
3-669-41	Calamités & Catastrophes naturelles	224 344	56 086	41 749
TOTAL DEPENSES DES MINISTÈRES		69 210 938	13 830 223	8 018 004
DEPENSES DES E.P.A.				
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	936 489	188 377	134 294
DEPENSES DES E.P.A.				
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	311 259	102 578	5 458
3-621-30	Matériel didactique	8 129 935	1 325 769	1 029 225
3-622-12	Entretien matériel informatique	80 973	19 408	3 558
3-629-38	Autres frais d'examen	268 461	71 546	0
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	263 326	57 920	41 882
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		9 990 443	1 765 598	1 214 417

DEPENSES DES REGIONS				
3-241-10	Mobilier et équipement de bureau	56 735	10 863	9 758
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	2 969 847	645 318	535 101
3-621-14	Impressions & Imprimés	25 886	5 287	4 549
3-621-15	Fournitures techniques	130 586	16 368	13 099
3-621-17	Alimentation	100 700	25 175	25 175
3-621-18	Alimentation des cantines scolaires	2 342 674	564 419	477 537
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	206 414	39 586	37 585
3-621-22	Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	72 460	16 712	16 712
3-621-23	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	425 543	104 852	103 043
3-621-30	Matériel didactique	1 824 022	449 583	443 440
3-621-31	Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	2 386 323	270 678	173 648
3-621-35	Appui en matériel à l'enseig. fond. (ADAR	2 155 877	532 879	510 681
3-621-36	Matériels didactiques (matières d'œuvre	970 203	95 251	95 251
3-621-37	Matériels didactiques (demi-bourses)	9 645 617	943 140	608 060
3-621-39	Matériels didactiques (machines dactylo.	40 110	10 028	10 028
3-621-52	Appui évaluation système éducatif	220 776	35 118	22 476
3-621-57	Appui cadres concertation niveaux local	184 140	3 259	2 339
3-621-58	Appui production statistiques scolaires	184 140	4 679	3 136
3-621-59	Appui scolarisation des filles	199 883	11 782	7 679
3-621-60	Appui réparation manuels scolaires	255 253	63 813	63 813
3-622-10	Entretien matériel de bureau	5 236	1 158	557
3-622-11	Entretien du matériel technique	3 560	686	525
3-622-12	Entretien matériel informatique	270 285	59 512	45 444
3-622-13	Maintenance matériels & équip. sanitaire	766 919	63 320	36 229
3-629-31	Frais Examens Cycle II	1 636 787	45 159	4 724
3-629-39	Autres frais d'examen (secondaire)	1 548 441	0	0
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	160 093	39 120	39 120
3-629-72	Besoins nouveaux activités de jeunesse	39 702	8 615	5 525
3-629-80	Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. S	279 308	38 466	30 679
3-669-40	Epidémies & Catastrophes	169 722	22 701	22 701
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		29 277 242	4 127 525	3 348 612
TOTAL MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT		111 492 684	20 323 321	13 131 250

DÉPLACEMENT & MISSION

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-627-40	Hébergement	1 000 000	53 365	53 365
3-628-10	Indemnité de déplacement	711 579	28 500	28 500
3-628-20	Frais de transport	2 299 116	356 600	290 488
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	4 612 928	1 325 714	1 294 561
3-629-55	Conférences et visites (déplacement)	200 990	0	0
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		8 824 613	1 764 179	1 666 915
DEPENSES DES MINISTÈRES				
2-613-22	Indemnité de Sport d'Elite	6 481	0	0
2-613-23	Indemnité de session	1 392 947	339 629	335 612
2-613-24	Indemnité Stages Pédagogiques	166 791	1 416	0
2-613-25	Primes de résultat	691 067	388 570	290 096
3-621-40	Carburants et lubrifiants	7 988 979	1 174 186	1 162 416
3-621-41	Carburant lubrifiant Patrouille	105 054	26 263	26 263
3-621-42	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	1 210	302	302
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	12 785 293	345 945	246 572
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	485 005	51 922	38 507
3-627-40	Hébergement	385 347	164 806	164 806
3-628-10	Indemnité de déplacement	5 213 754	1 271 915	1 247 096
3-628-11	Indemnité Dépl. Examen	85 048	0	0
3-628-13	Déplac. Examens Cycle II	43 475	0	0
3-628-14	Déplac. Examens Enseig.Normal	20 527	0	0
3-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	338 070	69 574	69 574
3-628-17	Frais de transport enseig. second (exam	20 261	0	0
3-628-20	Frais de transport	7 305 531	1 706 572	1 632 411
3-628-22	Indemnité de mission	62 499	15 507	15 507
3-628-23	Frais Transport Cycle II (examen)	20 373	0	0
3-628-24	Frais Transport Enseig.Normal (examen	11 144	0	0
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	2 241 002	440 890	337 512
3-628-26	Frais de valise diplomatique	89 377	0	0
3-628-27	Fêtes armées	53 236	26 618	26 618
3-628-28	Transfert de détenus	3 904	976	976
3-628-29	Transport des retraités	194 436	194 394	194 394
3-628-31	Frais divers de transport à l'extérieur	165 711	41 303	41 303
3-628-32	Autres Dépenses de transport	79 950	19 176	19 176
TOTAL DEPENSES DES MINISTÈRES		39 956 472	6 279 964	5 849 141

DEPENSES DES E.P.A.				
3-628-10	Indemnité de déplacement	14 190	1 562	1 562
3-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	64 390	7 074	6 247
3-628-18	Déplac. Examens Enseig. Supérieur	877 550	323 282	256 738
3-628-20	Frais de transport	207 935	46 274	46 274
<i>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</i>		1 164 065	378 191	310 820
DEPENSES DES REGIONS				
3-621-40	Carburants et lubrifiants	464 925	112 035	105 995
3-621-41	Carburant lubrifiant Patrouille	136 054	34 006	31 642
3-621-42	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	7 928	1 980	1 980
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	215 773	45 671	39 507
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	231 179	56 778	48 802
3-627-40	Hébergement	24 200	6 050	6 050
3-628-10	Indemnité de déplacement	729 035	162 541	143 232
3-628-11	Indemnité Dépl. Examen	51 816	0	0
3-628-13	Déplac. Examens Cycle II	246 416	20 202	1 143
3-628-17	Frais de transport enseig. second (exam	31 092	0	0
3-628-20	Frais de transport	1 717 391	412 178	397 680
3-628-21	Mission à l'Intérieur	198 245	38 172	35 004
3-628-23	Frais Transport Cycle II (examen)	15 874	0	0
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	0	0	0
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		4 069 928	889 614	811 035
TOTAL DÉPLACEMENT & MISSION		54 015 078	9 311 948	8 637 910

COMMUNICATION & ENERGIE

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-625-10	Electricité et eau	53 957	0	0
3-626-10	Redevances téléphoniques	94 515	0	0
<i>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</i>		148 472	0	0
DEPENSES DES MINISTERES				
3-625-10	Electricité et eau	9 403 163	3 975 086	3 462 795
3-625-11	Eau	3 466 568	835 100	738 442
3-626-10	Redevances téléphoniques	8 384 221	2 959 288	2 315 777
3-626-12	Frais d'internet	1 285 451	505 429	257 177
3-626-20	Frais postaux	688 185	232 443	189 208
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>		23 227 588	8 507 346	6 963 399
DEPENSES DES E.P.A.				
3-625-10	Electricité et eau	676 734	254 972	254 972
3-625-11	Eau	92 849	28 188	24 769
3-626-10	Redevances téléphoniques	106 703	8 669	7 255
3-626-20	Frais postaux	8 266	1 195	1 000
<i>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</i>		884 552	293 023	287 997
DEPENSES DES REGIONS				
3-625-10	Electricité et eau	6 733 236	1 455 861	1 097 940
3-625-11	Eau	857 600	127 090	120 327
3-626-10	Redevances téléphoniques	2 592 711	424 010	424 010
3-626-20	Frais postaux	912	228	0
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		10 184 459	2 007 188	1 642 277
TOTAL COMMUNICATION & ENERGIE		34 445 071	10 807 558	8 893 673

AUTRES DÉPENSES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-623-20	Progr. de Communication du Gouverner	312 505	44 323	15 000
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	2 114 634	165 045	131 132
3-627-20	Frais de location logements baillés	600 000	5 925	0
3-629-40	Dépenses électorales	2 000 000	0	0
3-629-41	Frais de contentieux	2 010 000	160 561	157 443
3-629-42	Autres dépenses (sécurité alimentaire)	500 590	0	0
3-629-44	Dépenses exceptionnelles	4 000 510	368 284	368 284
3-629-79	Dépenses non classées	1 031 048	380 170	375 170
3-629-90	Autres dépenses (DDR)	0	0	0
3-661-10	Remboursement droits indûment perçus	1 300 000	64 184	64 184
3-663-10	Pertes aux changes	735 948	270 585	270 585
3-669-30	Liquidation du passif régulier	3 302 000	371 209	259 541
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		17 907 235	1 830 285	1 641 338
DEPENSES DES MINISTÈRES				
2-617-10	Dépense de formation	4 852 600	182 936	166 783
3-622-30	Entretien des bâtiments	3 855 254	1 223 797	256 289
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	6 364 141	1 763 823	410 569
3-623-10	Honoraires et frais d'étude administrative	937 726	183 913	183 913
3-623-11	Frais de justice	390 500	34 000	34 000
3-623-21	Programme de Communication	779 008	61 504	18 441
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	6 823 668	3 308 212	3 308 212
3-627-12	Frais de location salles de cours	19 256	0	0
3-627-20	Frais de location logements baillés	127 861	31 928	0
3-629-09	Autres Dépenses	17 849 007	2 638 928	2 441 448
3-629-13	Autres dépenses (grands prix)	20 000	5 000	5 000
3-629-14	Autres dépenses (festival ondes de liberté)	24 900	0	0
3-629-15	Autres dépenses (foires promot. comme	144 450	4 362	4 362
3-629-17	Autres dépenses (appui centres sportifs)	9 502	1 962	1 962
3-629-19	Autres dépenses (assistance judiciaire)	170 000	0	0
3-629-22	Autres dépenses (soins médicaux)	876 976	15 599	15 599
3-629-33	Autres dépenses (aires protégées)	24 402	271	0
3-629-43	Autres dépenses (sécurité routière)	9 130	0	0
3-629-45	Autres dépenses (ISESCO)	40 797	10 169	10 169
3-629-46	Autres dépenses (achat livres)	30 054	0	0
3-629-47	Autres dépenses (initiatives cult.danses t	28 898	0	0
3-629-48	Autres dépenses (cérémonie militaire)	4 100	0	0
3-629-49	Autres dépense (constr. citoyenne)	74 700	18 253	3 700
3-629-50	Autres dépenses (aide culture)	90 000	22 500	22 500
3-629-51	Autres dépenses (aide presse)	190 000	0	0

3-629-52	Autres dépenses (activités culturelles)	83 000	20 600	20 600
3-629-57	Autres dépenses (recueil)	114 100	63 462	53 525
3-629-58	Autres dépenses (Relations Institutions)	8 173	2 043	2 043
3-629-59	Autres dépenses (révision listes électorales	300 000	74 354	19 977
3-629-60	Autres Dépenses de Sécurité	1 611 952	399 571	396 051
3-629-62	Autres dépenses (biennale artistique)	200 000	8 000	8 000
3-629-73	Autres Dépenses (appui sports)	360 910	0	0
3-629-78	Autres dépenses (annuaires statistiques)	96 687	7 000	7 000
3-629-81	Autres dépenses (rencontre chasseurs O	10 000	2 499	2 499
3-629-86	Autres Dépenses (dialogue social)	49 900	10 000	10 000
3-629-87	Autres Dépenses (journée africaine F.P.	8 640	0	0
3-629-88	Autres dépenses (quinzaine environnement	24 900	0	0
3-629-89	Autres dépenses (forum act. promof inv	166 000	41 298	41 298
TOTAL DEPENSES DES MINISTÈRES		46 771 192	10 135 984	7 443 940
DEPENSES DES E.P.A.				
2-617-10	Dépense de formation	1 059 695	49 134	37 302
3-622-30	Entretien des bâtiments	10 000	1 770	0
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	257 365	89 659	15 168
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	487 657	106 794	67 307
3-629-09	Autres Dépenses	111 231	8 451	7 853
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		1 925 948	255 809	127 630
DEPENSES DES REGIONS				
2-617-10	Dépense de formation	25 620 926	6 430 835	1 968 685
2-617-12	Dépense de Formation initiale (Enseig. S	56 547	3 428	1 996
2-617-13	Dépense de Formation continue (Enseig	25 206	460	460
2-617-14	Dépense de Formation (Coord. Stuct. Pe	139 299	3 927	1 893
2-617-15	Dépense de Formation (Curriculum Seco	38 095	0	0
2-617-16	Dépense de Formation (Curriculum Fond	375 971	5 296	3 590
2-617-17	Dépense de Formation initiale des enseig	262 666	3 691	3 083
2-617-18	Dépense de Formation continue des ens	495 707	16 769	9 003
3-622-30	Entretien des bâtiments	2 841 879	501 350	300 234
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	771 856	173 595	152 576
3-622-32	Entretien courant des écoles	1 227 736	305 183	281 661
3-623-21	Programme de Communication	23 183	2 078	1 834
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	0	0	0
3-627-20	Frais de location logements baillés	0	0	0
3-629-01	Autres dépenses (CROCSAD)	24 000	750	750
3-629-09	Autres Dépenses	645 088	160 502	157 480
3-629-48	Autres dépenses (cérémonie militaire)	7 175	1 794	1 794
3-629-60	Autres Dépenses de Sécurité	23 544	5 885	4 687
3-669-30	Liquidation du passif régulier	611 954	97 295	74 957
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		33 190 832	7 712 837	2 964 683
TOTAL AUTRES DÉPENSES		99 795 207	19 934 915	12 177 592

BOURSES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTÈRES				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	1 428 300	89 179	89 179
TOTAL DEPENSES DES MINISTÈRES		1 428 300	89 179	89 179
DEPENSES DES E.P.A.				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	15 283 048	1 680 578	1 680 578
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		15 283 048	1 680 578	1 680 578
DEPENSES DES REGIONS				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	666 435	21 105	0
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		666 435	21 105	0
TOTAL BOURSES		17 377 783	1 790 862	1 769 757

EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
5-211-20	Etudes et recherches	200 000	36 999	36 683
5-231-10	Travaux et constructions	250 000	68 186	68 186
5-234-10	Dépenses en Investissement	0	0	0
5-234-11	Dépenses en investissement diverses	4 271 442	929 308	0
5-234-29	Dépenses en Investissement (Opérat ^o B	24 004 080	4 412 741	4 123 034
5-234-31	Dépenses en investissement (Equipeme	27 285 943	0	0
5-234-40	Dépenses en Invest. (PR, Préfets, Sous-	2 400 000	1 000 000	0
5-260-00	Participation financière	17 385 000	7 793 122	5 176 820
5-264-10	Reliquat/Marchés sur Exerc. Anter.	300 000	0	0
5-661-20	Dépenses fiscales (Rembours. Exonérat	6 000 000	1 054 860	359 425
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		82 096 465	15 295 217	9 764 148
DEPENSES DES MINISTÈRES				
5-211-20	Etudes et recherches	1 100 450	2 663	1 643
5-211-21	Etudes et recherches (CNS)	25 000	0	0
5-231-10	Travaux et constructions	2 258 470	539 451	154 184
5-231-25	Travaux et Constructions (Pt. Manankon	0	0	0
5-231-31	Route Banamba (Liaison RN27-Touba 13	0	0	0
5-231-34	Travaux et constructions (unitlife)	0	0	0
5-234-10	Dépenses en Investissement	5 468 157	675 338	476 315
5-234-30	Dépenses en Investissement (Alevins)	3 500 000	0	0
5-234-32	Dépenses en Investissement (Monture)	859 100	214 775	214 775
5-234-37	Dépenses en Investissement (Matériel M	91 506 415	8 135 493	5 081 710

5-234-38	Dépenses en Invest. (Inséminat0. volaille	4 000 000	0	0
5-234-39	Dépenses en Investissement (Parc Auto	500 000	0	0
5-234-42	Dépenses en Invest. (motoculteur)	6 069 000	0	0
5-234-43	Dépenses en Invest. (contrepartie B.S.I.	1 090 000	169 493	113 398
5-243-10	Matériel de transport	3 000 000	0	0
5-629-10	Equipements Services Sécurité	6 774 138	3 919 417	15 104
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTÈRES</i>		126 150 730	13 656 629	6 057 129
DEPENSES DES E.P.A.				
5-211-20	Etudes et recherches	1 398 683	107 905	54 489
5-234-10	Dépenses en Investissement	11 027 815	2 449 484	2 197 957
<i>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</i>		12 426 498	2 557 389	2 252 446
DEPENSES DES REGIONS				
5-211-20	Etudes et recherches	0	0	0
5-234-10	Dépenses en Investissement	0	0	0
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		0	0	0
TOTAL EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT		220 673 693	31 509 234	18 073 723

TRANSFERT ET SUBVENTION

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-669-10	Restructuration des Entreprises Publique	2 000 000	10 000	10 000
4-631-13	Personnel E.P.A.	1 139 428	0	0
4-632-02	Avance aux entreprises	20 000 000	20 000 000	20 000 000
4-632-03	Avance District de Bamako (Entretien)	4 000 000	354 000	354 000
4-632-17	Subvention (Intrants)	38 600 862	0	0
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	4 100 000	0	0
4-643-10	Participation au fonctionnement	5 868 304	3 630 934	3 556 136
4-643-18	Participation au fonctionnement (Struct. A	1 000 000	918 604	48 690
4-643-19	Participation au fonctionnement (Fond de	10 000 000	2 326 908	450 000
4-643-29	Participation au fonctionnement (CNOSA	2 000 000	0	0
4-643-30	Participation au fonctionnement (CHEF F	500 000	0	0
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	4 542 178	1 568 788	1 289 431
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 889 474	46 623	36 538
4-649-20	Filet Social Ajustement	10 500 000	10 000	10 000
4-649-31	Dépenses diverses de transfert (inondation	2 500 000	0	0
<i>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</i>		108 640 246	28 865 857	25 754 795

DEPENSES DES MINISTÈRES				
2-615-20	Frais d'hospitalisation	748 480	290 603	278 896
2-619-03	Entretien Entraîneur National	476 000	222 180	112 790
4-221-03	Appui Fonct. Antennes Douanes à l'Exté	11 620	2 905	2 905
4-221-06	Appui fonct. secrétariat fonds eau	17 430	105	0
4-631-10	Subvention aux organismes publics	4 678 027	1 161 488	1 036 207
4-631-13	Personnel E.P.A.	50 000	0	0
4-631-20	Subvent. aux organismes publics (Prog.	604 858	25 434	0
4-631-21	Subvent. aux organismes publics (Prog.	1 227 671	100 774	96 526
4-631-23	Subvt0 organismes pub.(lutte contre mala	245 953	27 014	14 624
4-631-32	Subvention aux organismes publics (Coo	158 683	9 300	9 300
4-631-33	Subvention aux organismes publics (GZI	16 000	3 541	3 180
4-631-38	Subvention Haut Conseil Maliens de l'Ex	58 100	4 865	2 905
4-631-50	Subvento aux org. pub. (Santé de repro<	102 300	2 954	2 954
4-632-13	Subvention (appui PPM)	90 000	0	0
4-632-14	Subvention (pôle mère-enfant)	50 000	0	0
4-632-18	Subvention (Mutuelle)	511 513	0	0
4-632-20	Subvention (C.L.C.C.D.F)	70 550	14 780	14 528
4-632-21	Subvention (clinique opht. Mali-Cuba)	102 300	0	0
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	1 031 326	80 875	0
4-632-52	Subvention (appui C.S.Ref. Eco. fin. Mon	16 600	3 971	2 971
4-632-53	Subvention (appui centre saisie fichier ex	57 270	7 073	4 722
4-639-10	Participation au fonctionnement (PRODE	385 102	95 310	49 691
4-639-14	Participaf au fonctionnement (système 1	61 103	11 613	0
4-639-17	Subvention (artisans)	49 800	12 450	12 450
4-639-18	Participation au fonctionnement (CNT NU	124 500	26 683	26 683
4-639-19	Participation au fonctionnement (CNELA	17 719	4 282	4 282
4-639-23	Participation au fonctionnement	760 560	324 436	256 546
4-641-11	Appui structures de tutelle des collectivités	430 340	95 442	90 967
4-641-12	Participation au fonctionnement (SIGTAS	1 207 650	108 871	108 871
4-641-13	Appui fonctionnement cellule CSLP	312 808	76 785	76 785
4-641-14	Appui éducation de base	28 020	6 786	0
4-641-15	Appui enseignement secondaire	763	0	0
4-641-16	Appui CENESS	60 000	12 303	2 714
4-641-17	Appui fonct. comité viabilité dette publique	33 200	8 027	8 027
4-641-18	Appui fonctionnement CAISFF	375 220	77 016	73 705
4-641-19	Appui fonct.CARFIP	415 000	66 617	60 139
4-641-21	Appui fonct. CCS/SFD	174 300	35 137	16 664
4-641-23	Appui fonct.comm. nat. droits de l'homme	10 588	2 357	2 357
4-641-24	Appui fonct. comm. nat. de OHADA	1 617	404	404
4-641-25	Appui fonct. comm. ch. travaux d'int. gl.	809	202	202
4-641-26	Appui fonct. comm. ch. médiation pénal	809	202	202
4-641-27	Appui Etat Civil	120 896	30 217	30 217

4-641-28	Appui PNEC	19 099	2 387	2 387
4-641-29	Appui GM/HCI	9 369	2 311	2 311
4-641-31	Appui Unité Suivi Stratég. Secteur Financ	86 100	21 442	21 442
4-641-33	Appui PAGAMGFP (VG)	20 000	10 000	10 000
4-641-35	Appui PAGAMGFP (CAISFF)	450 000	18 167	18 167
4-641-36	Appui PAGAMGFP (CF/AN)	20 000	10 000	10 000
4-641-39	Appui PAGAMGFP (CGSP)	250 000	50 000	50 000
4-641-40	Appui PAGAMGFP (CNSC)	50 000	0	0
4-641-41	Appui PAGAMGFP (DGABE)	60 000	4 673	0
4-641-42	Appui PAGAMGFP (DGB)	300 000	0	0
4-641-45	Appui PAGAMGFP (DGCE)	20 000	0	0
4-641-46	Appui PAGAMGFP (DGD)	260 000	0	0
4-641-47	Appui PAGAMGFP (DGDP)	50 000	0	0
4-641-48	Appui PAGAMGFP (DGI)	380 000	47 715	0
4-641-52	Appui PAGAMGFP (DGMP/DSP)	80 000	0	0
4-641-53	Appui PAGAMGFP (DNCF)	100 000	0	0
4-641-55	Appui PAGAMGFP (DNCT/CNFL)	60 000	0	0
4-641-56	Appui PAGAMGFP (DNDC)	150 000	11 394	3 500
4-641-57	Appui PAGAMGFP (DNI)	20 000	4 526	0
4-641-58	Appui PAGAMGFP (DNPd)	120 000	0	0
4-641-60	Appui PAGAMGFP (DNTCP)	360 000	40 978	40 978
4-641-62	Appui PAGAMGFP (DRH-SDEF)	100 000	15 298	2 650
4-641-63	Appui PAGAMGFP (IF)	20 000	0	0
4-641-64	Appui PAGAMGFP (SC/CS)	100 000	50 000	0
4-641-65	Appui PAGAMGFP (CARFIP)	300 000	37 456	1 442
4-641-69	Appui formation CFD	307 100	71 800	0
4-641-70	Appui fonctionnement CERCAP	17 430	2 712	2 712
4-641-76	Appui PAMORI	364 320	1 705	0
4-641-77	APPUI PAGAMGFP (CDI)	50 000	0	0
4-641-78	Appui fonctionnement (CSPP)	106 100	12 474	7 230
4-641-79	APPUI PAGAMGFP (CADD/MEF)	20 000	9 953	9 953
4-641-80	APPUI PAGAMGFP (CADD/MEN)	50 000	0	0
4-641-81	APPUI PAGAMGFP (CADD/MS)	50 000	0	0
4-642-11	Organisation championnats	33 200	8 050	8 050
4-642-20	Subvention Enseig. Privé	2 056 925	1 259 888	1 259 888
4-643-10	Participation au fonctionnement	8 872 290	2 495 403	1 280 880
4-643-14	Transfert en Invest. (Compte spécial Or	83 000	0	0
4-643-16	Participation au fonctionnement (CIGEM	53 950	13 476	12 107
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	72 248	13 388	6 694
4-643-23	Participation au fonctionnement (MAEP)	99 600	12 884	12 884
4-643-24	Participation au fonctionnement (indemn	319 168	64 240	64 240
4-643-25	Participat0 au fonct. (sect. tech. orient.)	124 393	30 710	30 710
4-643-27	Participat0 au fonct. (déléгат0 minist./inst	90 240	22 560	22 560

4-643-31	Participat0 au fonct. (préparat0 suivi budg	561 718	52 268	52 268
4-644-10	Subvention césarienne	1 147 742	0	0
4-644-11	Subvention femmes cancéreuses	291 081	72 768	72 768
4-644-12	Subvention CADD	51 150	6 505	0
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	213 454	47 370	47 370
4-645-33	Contribution (formation)	51 250	0	0
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 156 809	138 760	89 787
4-649-14	Dépenses diverses de transfert (ACODE	62 250	12 881	12 881
4-649-15	Lutte contre Palu. malnutrit0 promot0 Hyg	322 419	29 147	0
4-649-16	Lutte contre les IST/SIDA	2 280 525	567 333	504 820
4-649-18	Subvention lutte contre Dracunculose	15 345	2 954	2 954
4-649-21	Transfert au Fonds Nat. Agr.	5 900 000	0	0
4-649-22	Transfert au Fonds appui autonom. Fem	600 000	143 107	130 894
4-649-23	Transfert au Fonds comp. inov. techno.	1 674 240	0	0
4-649-30	Assistance Technique	243 815	60 954	60 954
4-650-02	Appui jeunesse	24 900	0	0
4-650-03	Subvention tuberculose	75 000	0	0
4-650-04	Appui Justice (traite personne)	0	0	0
TOTAL DEPENSES DES MINISTERS		45 721 715	8 432 634	6 258 893
DEPENSES DES E.P.A.				
4-221-05	Participation au fonctionnement (C.Stat.	166 000	41 500	41 500
4-631-10	Subvention aux organismes publics	21 046 203	4 621 792	2 977 764
4-631-11	Subvention aux organismes publics (dial	1 023 000	255 340	230 628
4-631-12	Participation Rech. Agronomique	282 572	67 558	63 711
4-631-13	Personnel E.P.A.	25 405 091	12 158 711	6 172 204
4-631-14	Electricité & Téléphone	6 636 528	1 296 242	799 653
4-631-16	Subvention E.P.A.	700 000	96 356	88 265
4-631-17	Subvention E.P.A.	1 212 500	567 074	567 074
4-631-18	Heures supplémentaires (cours)	394 849	130 313	84 672
4-631-19	Personnel bi-appartenant	1 101 400	275 366	153 233
4-631-27	Subvention aux organismes pub. (appui	182 600	45 650	45 650
4-631-28	Subvention aux organismes pub.(produc	33 700	6 486	6 486
4-631-29	Subvention aux organismes pub (part patr	4 060 000	1 015 000	1 015 000
4-631-30	Subvention aux organismes (volontariat	300 071	75 018	75 018
4-631-34	Subvention aux organismes publics (créa	66 400	0	0
4-631-35	Subvention aux organismes publics (prom	6 739	0	0
4-631-36	Subvention aux organismes publics (pres	943 429	235 000	0
4-631-37	Subvention Caisse de Sécurité	33 521 634	8 380 409	8 380 409
4-631-39	Subvention Bande Ku	200 000	0	0
4-631-40	Subvention aux organimes publics (radio	103 118	5 000	5 000
4-631-41	Subvention aux organismes pub. (afflux	12 668	0	0
4-631-42	Subvention aux org. pub. (produits de ce	10 019	0	0
4-631-44	Subvention (location fibre optique)	902 700	0	0

4-631-45	Subvention (gesto marché poisson)	29 880	3 636	3 636
4-631-48	Subvention (entretien bâtiments)	40 000	8 933	8 933
4-631-52	Subvention aux org. pub. (maintenance)	10 000	0	0
4-631-53	Sub. aux org. pub. (champions league E	100 000	19 679	19 679
4-632-15	Subvention (rencontre photographique)	41 707	0	0
4-632-19	Subvention (réinserto Jeunes)	263 934	0	0
4-639-12	Participation au fonct. réseau intranet CIS	12 141	2 172	0
4-639-14	Participaf au fonctionnement (système 1	34 814	2 888	2 888
4-639-20	Contribution au fonct. (surv. aéroport.)	400 000	100 000	100 000
4-641-37	Appui PAGAMGFP (CFCT)	20 000	0	0
4-641-38	Appui PAGAMGFP (CFD)	20 000	0	0
4-641-72	APPUI PAGAMGFP (ARMDS)	20 000	0	0
4-643-11	Appui Promot. Gaz Butane	5 074 000	448 478	448 478
4-643-26	Participation au fonctionnement (CAMES	100 000	627	627
4-644-13	Subvention produits anesthésiques	240 617	26 466	26 466
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	17 450	3 250	3 250
4-645-30	Contribution au fonct. des organismes (R	40 000	40 000	40 000
4-645-32	Contribué au fonct. des org. (T.U.Q.P.P.	32 812	8 203	8 203
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 425 604	293 756	199 454
4-649-17	Subvto organismes pub. (hôpitaux région	254 786	29 006	0
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		106 488 966	30 259 907	21 567 878
DEPENSES DES REGIONS				
4-221-04	Appui Fonctionnement (CADJ)	13 945	3 486	2 861
4-631-10	Subvention aux organismes publics	361 123	80 902	77 462
4-631-19	Personnel bi-appartenant	32 167	0	0
4-631-21	Subvent. aux organismes publics (Prog.	78 235	6 593	6 593
4-631-23	Subvto organismes pub.(lutte contre mala	1 035 207	242 488	239 492
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	117 584	21 101	19 422
4-641-11	Appui structures de tutelle des collectivités	301 369	57 255	41 721
4-641-14	Appui éducation de base	155 351	17 906	17 906
4-643-10	Participation au fonctionnement	142 401	34 249	31 374
4-644-10	Subvention césarienne	931 366	55 020	46 740
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	7 879 746	1 539 087	1 533 974
4-649-15	Lutte contre Palu. malnutrito promot	543 368	129 758	118 883
4-649-19	Lutte contre Palu. malnutrito promot	7 691	1 923	1 923
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		11 599 553	2 189 769	2 138 351
TOTAL TRANSFERT ET SUBVENTION		272 450 480	69 748 168	55 719 918

DETTES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
1-150-10	Règlement de dettes suite à emprunt	71 303 000	4 641 673	1 630 631
1-150-11	Règlement principal dettes intérieures	21 246 000	0	0
1-650-00	Frais financiers	27 224 000	1 888 413	608 982
1-650-10	Frais financiers dette intérieure	28 873 000	0	0
3-669-20	Apurement du passif	28 421 836	14 208 784	14 116 532
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		177 067 836	20 738 870	16 356 145
TOTAL DETTES		177 067 836	20 738 870	16 356 145

BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES BUDGETS ANNEXES				
7-211-20	Etudes et recherches	2 053 000	0	0
7-231-10	Travaux et constructions	170 000	0	0
7-231-11	Réfection et réparation	155 500	0	0
7-231-12	Travaux et constructions	110 000	0	0
7-234-10	Dépenses en Investissement	5 456 250	0	0
7-241-10	Mobilier et équipement de bureau	40 000	0	0
7-242-10	Matériel informatique	52 438	0	0
7-243-10	Besoins nouveaux en véhicules des Stru	722 000	0	0
7-244-10	Matériel technique, installation et outillage	10 000	0	0
7-295-10	Prêts et avances au Personnel	131 000	0	0
7-611-00	Personnel	1 506 659	0	0
7-611-20	Heures Supplémentaires	19 000	0	0
7-614-10	Revers. aux org. soc. et pension except.	15 000	0	0
7-617-10	Dépense de formation	407 000	0	0
7-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	225 245	0	0
7-619-09	Autres dépenses de personnel	790 000	0	0
7-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	596 500	0	0
7-621-14	Impressions & imprimés	15 000	0	0
7-621-19	Abonnements divers & documentations	8 000	0	0
7-621-40	Carburants et lubrifiants	462 000	0	0
7-622-10	Entretien matériel de bureau	30 000	0	0
7-622-11	Entretien du matériel technique	5 000	0	0
7-622-12	Entretien matériel informatique	35 000	0	0
7-622-20	Entretien véhicule - réparation	279 000	0	0

7-622-30	Entretien des bâtiments	10 000	0	0
7-622-31	Entretien courant des bâtiments	118 820	0	0
7-623-10	Honoraires et frais d'étude administrative	23 000	0	0
7-624-10	Assurances	23 000	0	0
7-625-10	Electricité et eau	162 000	0	0
7-626-10	Redevances téléphoniques	48 000	0	0
7-626-20	Frais postaux	4 050	0	0
7-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	285 000	0	0
7-627-20	frais de Location logements baillés	152 600	0	0
7-628-10	Indemnité de déplacement	348 750	0	0
7-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	102 000	0	0
7-628-20	Frais de transport	63 000	0	0
7-628-25	Frais de transport à l'extérieur	243 000	0	0
7-628-30	Frais divers de transport à l'intérieur	250	0	0
7-628-31	Frais divers de transport à l'extérieur	48 000	0	0
7-629-09	Autres Dépenses	1 728 995	0	0
7-629-11	Achats de médicaments	70 000	0	0
7-631-10	Subvention aux organismes publics	45 200	0	0
7-632-50	Subvention aux organismes non publics	3 000	0	0
7-645-20	Contribution au fonct. des organismes	260 200	0	0
7-646-30	Subvention (entrepôts Mauritanie)	250 000	0	0
7-646-31	Subvention Entrepôts Guinée	145 000	0	0
7-646-32	Subvention Entrepôts Ghana	100 000	0	0
7-649-10	Dépenses diverses de transfert	632 000	0	0
7-649-11	Dépenses diverses de transfert (frais sco	97 000	0	0
7-650-00	Frais financiers	28 573	0	0
7-661-10	Remboursement crédit TVA	65 000 000	5 541 422	5 541 422
TOTAL DEPENSES BUDGETS ANNEXES		83 285 030	5 541 422	5 541 422
TOTAL BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS S		83 285 030	5 541 422	5 541 422

BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR				
5-211-20	Etudes et recherches	2 845 000	1 131 299	969 826
5-231-10	Travaux et constructions	64 907 000	33 171 832	31 746 179
5-234-10	Dépenses en Investissement	96 658 000	19 662 800	15 005 293
5-234-35	Dépenses en Invest. (frais maint. équip.	3 000 000	899 341	899 341
5-242-10	Acquisition de matériel informatique	40 000	0	0
5-243-10	Matériel de transport	120 000	0	0
5-244-10	Acquisition de matériel technique	64 000	0	0
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	22 055 000	9 049 741	6 497 251
5-649-10	Fonctionnement lié à l'investissement	270 000	40 503	40 278
TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR		189 959 000	63 955 517	55 158 168
B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)				
5-211-20	Etudes et recherches	100 000	0	0
5-234-10	Dépenses en Investissement	10 950 000	2 712 989	50 270
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	150 000	35 806	26 206
TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)		11 200 000	2 748 795	76 476
TOTAL BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR		201 159 000	66 704 312	55 234 644

APPUI BUDGÉTAIRE

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTÈRES				
5-231-11	Travaux et constructions (Coll.)	9 625 000	0	0
5-234-10	Dépenses en Investissement	2 500 000	0	0
TOTAL DEPENSES DES MINISTÈRES		12 125 000	0	0
DEPENSES DES REGIONS				
2-617-10	Dépense de formation	464 408	0	0
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	944 100	0	0
5-234-10	Dépenses en Investissement	3 859 632	0	0
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		5 268 140	0	0
TOTAL APPUI BUDGÉTAIRE		17 393 140	0	0

PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
2-619-96	Personnel (coll.)	4 800 000	0	0
<i>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</i>		4 800 000	0	0
DEPENSES DES MINISTERES				
2-619-96	Personnel (coll.)	491 117	0	0
2-619-97	Personnel (appui éducation de base coll	6 442 782	0	0
2-619-98	Personnel (appui enseig. secondaire coll	1 022 291	0	0
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>		7 956 190	0	0
DEPENSES DES REGIONS				
2-619-95	Personnel (Santé coll.)	5 350 089	1 529 582	1 113 833
2-619-97	Personnel (appui éducation de base coll	85 756 403	26 132 512	21 793 724
2-619-98	Personnel (appui enseig. secondaire coll	11 510 955	3 427 605	2 860 659
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>		102 617 447	31 089 700	25 768 216
TOTAL PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)		115 373 637	31 089 700	25 768 216
TOTAL BUDGET D'ETAT		1 689 379 724	413 943 732	288 016 971

4. Analyse de l'exécution du budget par fonction (Sans BSI financement extérieur)

L'analyse de la situation d'exécution du budget d'Etat, par fonction ainsi que la représentation graphique correspondante se présentent comme suit :

(En milliards de FCFA)

LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Administration générale et diplomatie	224,684	40,357	17,96%
Défense et sécurité	315,655	42,153	13,35%
Education Nationale	323,325	56,385	17,44%
Santé	112,673	15,695	13,93%
Secteurs sociaux	77,622	17,654	22,74%
Infrastructures	301,935	78,794	26,10%
Dettes	148,646	2,240	1,51%
Dotations non réparties	184,840	34,738	18,79%
TOTAL	1 689,380	288,016	17,05%

Les taux d'exécution du budget par fonction les plus élevés à la date du 31 mars 2016 sont enregistrés au niveau des infrastructures pour 26,10%, des secteurs sociaux pour 22,74%, de l'Administration générale et diplomatie pour 17,96%, de l'Éducation nationale pour 17,44%, de la Santé pour 13,93% et de la Défense et sécurité pour 13,35%.

La fonction Défense et Sécurité enregistre un taux d'exécution de 13,35% contre 17,12% à la même période en 2015 qui se justifie par la prise en charge des dépenses de communication-énergie, de personnel, de matériel et fonctionnement, d'équipement-investissement en faveur des Forces Armées et de Sécurité et des autres dépenses.

Le niveau d'exécution de 17,96% contre 18,09% à la même période en 2015 au niveau de la fonction Administration et Diplomatie est essentiellement imputable aux dépenses du personnel, et de fonctionnement des administrations.

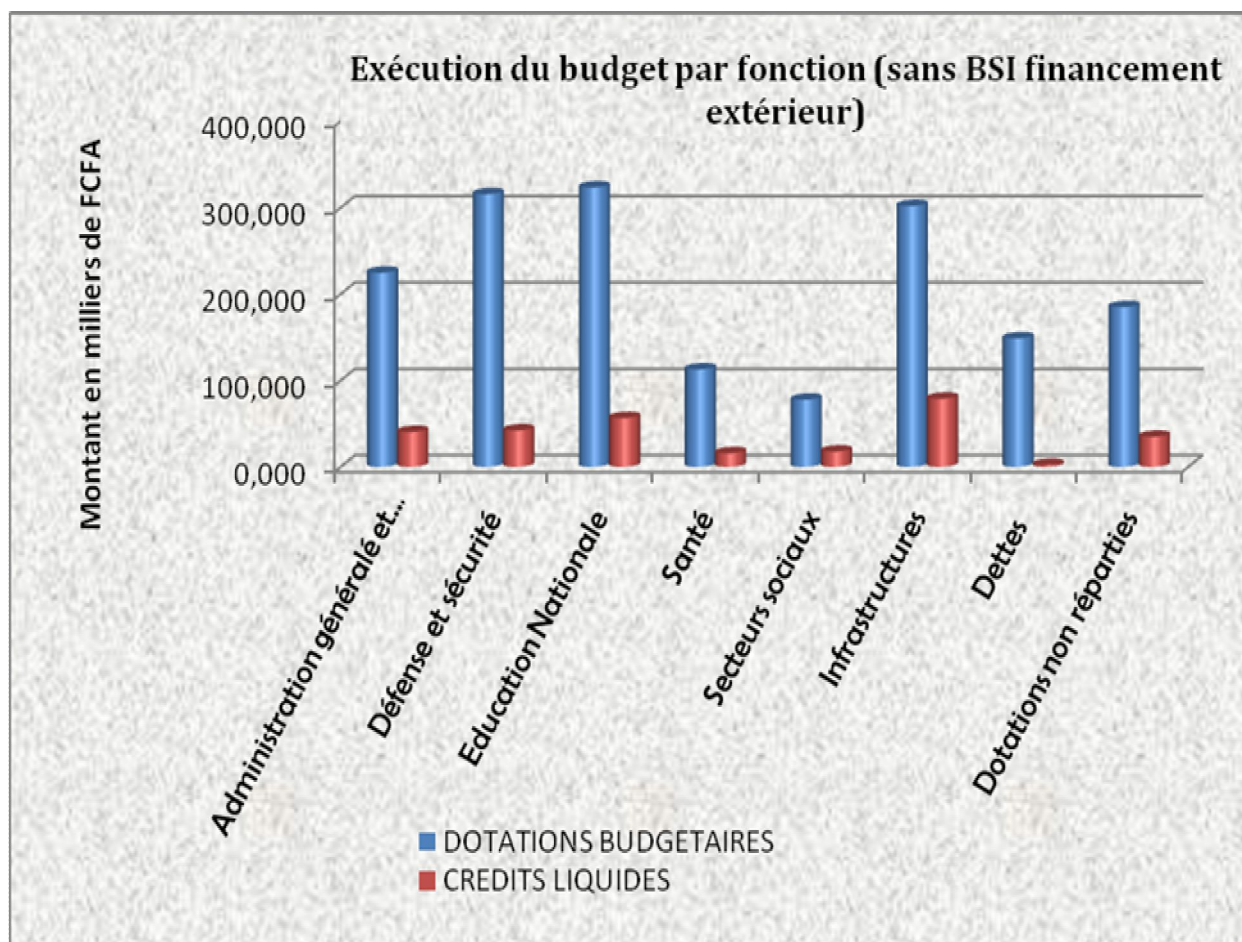
Le taux d'exécution de 13,93% contre 9,79% à la même période en 2015 de la fonction Santé est essentiellement imputable à la prise en charge des dépenses au titre du personnel de la Santé et des transferts et subventions.

Le taux d'exécution de 17,44% contre 16,02% à la même période en 2015 de la fonction Education Nationale est imputable à la prise en charge des dépenses relatives au personnel et au fonctionnement notamment l'incidence du coût du matériel didactique dans les différents ordres d'enseignement liée à l'évolution des effectifs des élèves de différents ordres d'enseignement.

Le taux d'exécution des Secteurs Sociaux (autres que l'Education et la Santé) de 22,74% contre 20,64% à la même période en 2015 s'explique essentiellement par les dépenses de transfert et subvention et de personnel.

La fonction Infrastructure indique un taux d'exécution de 26,10% contre 13,63% à la même période en 2015 et est imputable à l'exécution du Budget Spécial d'Investissement, aux dépenses de transfert et subvention et aux dépenses en équipement et investissement.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution du budget par fonction (sans BSI financement extérieur) :



4. Détail de l'exécution du budget par section

L'exécution du budget de dépenses au 31 mars 2016 par section comptable (Charges Communes, Ministères, Institutions, Etablissements Publics, Régions, Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux) se résume ci-après :

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDIT S LIQUIDES
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	15 468 470	877 821	877 821
Matériel & Fonctionnement	3 014 061	599 974	550 218
Déplacement & Mission	8 824 613	1 764 179	1 666 915
Communication & Energie	148 472	0	0
Autres Dépenses	17 907 235	1 830 285	1 641 338
Equipement et Investissement	82 096 465	15 295 217	9 764 148
Transfert et Subvention	108 640 246	28 865 857	25 754 795
Dettes	177 067 836	20 738 870	16 356 145
BSI Financement Intérieur	3 000 000	899 341	899 341
Personnel (Collectivité)	4 800 000	0	0
	420 967 398	70 871 545	57 510 721
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	2 309 000	1 522 000	885 355
Matériel & Fonctionnement	1 515 035	378 759	378 759
Déplacement & Mission	5 781 632	1 445 408	1 445 408
Communication & Energie	591 656	295 828	295 828
Autres Dépenses	849 601	212 400	212 400
Equipement et Investissement	1 226 600	306 650	306 650
Transfert et Subvention	1 695 528	428 882	428 882
	13 969 052	4 589 927	3 953 282
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	1 459 202	729 601	303 102
Matériel & Fonctionnement	1 288 161	271 622	243 466
Déplacement & Mission	1 887 606	498 106	451 003
Communication & Energie	1 948 256	554 964	554 964
Autres Dépenses	3 549 374	1 424 041	702 034
Equipement et Investissement	300 000	121 459	115 528
Transfert et Subvention	615 000	153 575	153 575
BSI Financement Intérieur	3 122 000	214 457	161 343
	14 169 599	3 967 824	2 685 015

(En milliers de FCFA)

130 PRIMATURE			
Personnel	2 096 700	766 200	356 102
Matériel & Fonctionnement	994 924	337 096	187 650
130 PRIMATURE			
Déplacement & Mission	981 701	197 658	195 467
Communication & Energie	2 438 846	770 502	517 704
Autres Dépenses	1 850 482	831 111	355 996
Equipeement et Investissement	1 493 650	68 692	66 196
Transfert et Subvention	2 101 110	416 128	335 487
BSI Financement Intérieur	667 000	0	0
	12 624 413	3 387 388	2 014 601
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	94 911	47 456	16 659
Matériel & Fonctionnement	65 000	15 435	15 435
Déplacement & Mission	30 581	7 418	7 418
Communication & Energie	70 000	5 303	5 190
Autres Dépenses	340 119	74 354	19 977
	600 611	149 967	64 680
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	236 766	118 383	55 814
Matériel & Fonctionnement	74 865	13 131	11 302
Déplacement & Mission	156 446	23 178	23 178
Communication & Energie	101 392	37 008	33 906
Autres Dépenses	201 000	28 361	19 289
Equipeement et Investissement	180 000	44 174	44 174
Transfert et Subvention	5 000	3 810	1 074
BSI Financement Intérieur	200 000	0	0
	1 155 469	268 046	188 738
150 COUR SUPREME			
Personnel	570 682	285 341	141 676
Matériel & Fonctionnement	216 054	41 897	20 970
Déplacement & Mission	199 591	39 605	37 415
Communication & Energie	66 295	22 840	21 426
Autres Dépenses	266 523	47 383	42 804
Equipeement et Investissement	15 000	3 490	1 177
Transfert et Subvention	104 500	50 000	0
BSI Financement Intérieur	2 773 000	133 008	63 243
	4 211 645	623 563	328 712

(En milliers de FCFA)

155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	287 700	64 393	30 039
Communication & Energie	35 000	8 689	0
Transfert et Subvention	1 140 000	136 438	101 235
	1 462 700	209 520	131 274
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL			
Personnel	313 103	156 552	68 495
Matériel & Fonctionnement	150 000	22 440	8 743
Déplacement & Mission	261 832	71 173	63 125
Communication & Energie	73 073	18 053	7 186
Autres Dépenses	224 100	81 613	54 938
Equipement et Investissement	40 000	7 182	0
Transfert et Subvention	37 500	8 800	2 264
BSI Financement Intérieur	300 000	17 700	17 700
	1 399 608	383 511	222 452
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	657 938	328 969	182 937
Matériel & Fonctionnement	145 212	33 710	22 724
Déplacement & Mission	304 236	44 441	43 760
Communication & Energie	162 375	44 247	39 318
Autres Dépenses	181 950	25 055	9 890
Equipement et Investissement	60 000	0	0
Transfert et Subvention	62 500	15 625	10 003
BSI Financement Intérieur	400 000	158 653	19 112
	1 974 211	650 699	327 743
180 MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT" INTERNATIONALE			
Personnel	12 881 397	6 435 454	2 463 907
Matériel & Fonctionnement	985 454	292 531	282 869
Déplacement & Mission	1 800 278	557 880	556 897
Communication & Energie	2 445 197	987 648	987 648
Autres Dépenses	8 880 928	3 690 440	3 588 363
Equipement et Investissement	988 000	5 600	5 600
Transfert et Subvention	2 748 947	1 320 208	330 366
BSI Financement Intérieur	1 595 000	564 476	366 651
	32 325 201	13 854 237	8 582 300
182 MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE & INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	234 482	117 241	34 440
Matériel & Fonctionnement	87 251	16 297	16 297
Déplacement & Mission	228 018	27 944	27 944
Communication & Energie	61 485	0	0
Autres Dépenses	55 358	8 321	5 240
Equipement et Investissement	84 190	20 439	20 439
Transfert et Subvention	38 034	9 506	9 506
	788 818	199 749	113 866

(En milliers de FCFA)

185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR			
Personnel	217 428	108 714	46 438
Matériel & Fonctionnement	85 369	14 995	12 533
Déplacement & Mission	263 529	40 647	38 630
Communication & Energie	122 970	13 385	11 230
Autres Dépenses	40 000	7 356	4 808
Equipement et Investissement	85 000	21 187	11 800
Transfert et Subvention	187 436	37 167	33 838
BSI Financement Intérieur	628 000	100 896	99 000
	1 629 732	344 348	258 278
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	2 250 000	1 125 000	1 125 000
Matériel & Fonctionnement	91 300	22 825	22 825
Déplacement & Mission	204 977	51 244	51 244
Communication & Energie	145 826	72 913	72 913
Autres Dépenses	400 000	126 015	126 015
Transfert et Subvention	20 000	10 000	10 000
	3 112 103	1 407 997	1 407 997
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	315 398	222 047	174 818
Communication & Energie	84 600	42 300	42 300
Equipement et Investissement	25 000	6 250	6 250
Transfert et Subvention	433 670	108 418	108 418
	858 668	379 015	331 786
195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT			
Personnel	13 267	6 634	2 851
Matériel & Fonctionnement	22 469	900	900
Déplacement & Mission	54 494	12 467	8 450
Communication & Energie	26 667	4 486	2 926
Autres Dépenses	35 929	2 533	200
	152 826	27 019	15 327
210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS			
Personnel	66 761 806	33 188 403	18 497 442
Matériel & Fonctionnement	19 501 741	3 109 588	2 878 065
Déplacement & Mission	17 051 964	572 104	530 110
Communication & Energie	4 717 520	2 199 063	2118171
Autres Dépenses	11 120 542	405 432	331 402
Equipement et Investissement	91 506 415	8 135 493	5 081 710
Transfert et Subvention	789 225	215 568	215 568
	211 449 213	47 825 651	29 652 466

(En milliers de FCFA)

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	2 513 570	1 120 008	554 959
Matériel & Fonctionnement	3 095 000	1 438 114	482 542
Déplacement & Mission	312 350	75 266	67 412
Communication & Energie	500 230	156 182	67 589
Autres Dépenses	800 000	131 113	47 302
Equipement et Investissement	60 000	14 254	7 417
Transfert et Subvention	167 807	29 590	27 791
BSI Financement Intérieur	4 300 000	801 471	738 298
	11 748 957	3 765 998	1 993 309
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	25 284 398	12 592 199	5 069 680
Matériel & Fonctionnement	3 913 367	284 047	159 401
Déplacement & Mission	1 410 137	288 580	268 973
Communication & Energie	804 084	316 627	316 303
Autres Dépenses	842 739	126 088	93 753
Equipement et Investissement	7 299 138	4 020 369	27 944
Transfert et Subvention	75 750	18 938	18 938
BSI Financement Intérieur	2 155 000	63 750	35 000
	41 784 613	17 710 598	5 989 992
235 SECURITE D'ETAT			
Matériel & Fonctionnement	227 725	56 931	56 931
Déplacement & Mission	1 289 601	397 400	397 400
Communication & Energie	126 075	0	0
Autres Dépenses	3 582 695	931 674	931 674
	5 226 096	1 386 005	1 386 005
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	9 120 996	5 096 498	2 095 406
Matériel & Fonctionnement	2 858 965	1 099 342	54 349
Déplacement & Mission	495 524	119 577	110 965
Communication & Energie	1 783 000	1 414 869	679 354
Autres Dépenses	698 779	148 771	6 928
Equipement et Investissement	3 589 500	121 211	26 512
Transfert et Subvention	6 494 602	763 602	549 553
BSI Financement Intérieur	10 374 000	1 382 264	1 163 535
	35 415 366	10 146 133	4 686 602
320 MIN. TRAVAIL, FONCT. PUBL. REFORME ETAT, RELATION AVEC INSTITUTIONS			
Personnel	724 737	362 369	194 302
Matériel & Fonctionnement	415 168	53 921	36 221
Déplacement & Mission	175 017	35 111	31 114
Communication & Energie	240 000	83 681	75 997
Autres Dépenses	293 828	48 932	33 897
Equipement et Investissement	40 000	2 000	2 000
Transfert et Subvention	50 000	0	0
BSI Financement Intérieur	1 459 000	253 319	200 000
	3 397 750	839 332	573 531

(En milliers de FCFA)

323 MINISTERE EMPLOI, JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE			
Personnel	722 854	361 427	172 128
Matériel & Fonctionnement	336 461	76 680	64 298
Déplacement & Mission	148 486	25 231	21 046
Communication & Energie	183 492	27 986	20 848
Autres Dépenses	655 793	140 710	117 932
Equipement et Investissement	105 000	26 234	21 066
Transfert et Subvention	348 991	56 315	46 125
BSI Financement Intérieur	2 060 000	762 935	679 690
	4 561 077	1 477 519	1 143 132
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION			
Personnel	1 015 460	453 065	227 172
Matériel & Fonctionnement	660 844	140 677	126 306
Déplacement & Mission	396 903	96 534	96 138
Communication & Energie	399 941	90 163	81 728
Autres Dépenses	799 053	168 591	132 852
Equipement et Investissement	157 900	36 598	11 617
Transfert et Subvention	551 736	132 571	123 571
BSI Financement Intérieur	1 648 000	472 468	136 322
	5 629 837	1 590 666	935 705
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT			
Personnel	101 738	55 197	25 111
Matériel & Fonctionnement	123 413	17 831	7 597
Déplacement & Mission	176 697	22 563	15 240
Communication & Energie	57 500	0	0
Autres Dépenses	538 180	14 056	0
Equipement et Investissement	66 400	11 238	0
Transfert et Subvention	98 599	0	0
BSI Financement Intérieur	2 030 000	3 375	0
	3 192 527	124 260	47 947
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE			
Personnel	83 995	41 477	16 991
Matériel & Fonctionnement	103 057	22 132	20 832
Déplacement & Mission	113 068	24 994	24 994
Communication & Energie	29 699	6 248	6 248
Autres Dépenses	103 313	22 073	16 961
Equipement et Investissement	50 000	9 074	9 074
Transfert et Subvention	103 750	25 906	22 906
BSI Financement Intérieur	130 000	59 053	51 796
	716 882	210 956	169 801

(En milliers de FCFA)

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Personnel	113 524	48 159	19 931
Matériel & Fonctionnement	461 560	100 451	88 266
Déplacement & Mission	150 393	29 571	29 571
Communication & Energie	60 000	10 102	3 381
Autres Dépenses	75 650	10 282	9 800
Equipement et Investissement	45 000	5 299	5 299
Transfert et Subvention	2 033 768	302 504	284 827
	2 939 895	506 367	441 075
400 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0
	0	0	0
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	11 686 226	4 532 580	3 588 392
Matériel & Fonctionnement	14 333 996	2 159 048	354 267
Déplacement & Mission	865 799	113 484	105 125
Communication & Energie	590 678	122 680	96 838
Autres Dépenses	3 164 312	383 896	35 936
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	2 874 438	1 345 960	1 309 281
BSI Financement Intérieur	1 637 000	12 494	0
Appui Budgétaire	2 500 000	0	0
Personnel (Collectivité)	7 465 073	0	0
	45 117 522	8 670 141	5 489 839
412 MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE			
Personnel	7 160 915	1 427 256	1 226 099
Matériel & Fonctionnement	854 504	152 882	61 799
Déplacement & Mission	324 304	71 600	58 421
Communication & Energie	370 759	35 218	9 355
Autres Dépenses	1 490 976	249 133	43 796
Bourses	1 428 300	89 179	89 179
Transfert et Subvention	2 222 276	207 913	11 059
BSI Financement Intérieur	2 595 000	204 281	0
	16 447 034	2 437 461	1 499 707

(En milliers de FCFA)

510 MINISTERE DE LA CULTURE, ARTISANAT ET TOURISME			
Personnel	1 305 226	652 613	321 435
Matériel & Fonctionnement	290 246	69 313	65 494
Déplacement & Mission	167 022	37 431	35 127
Communication & Energie	400 776	154 960	141 250
Autres Dépenses	655 561	104 776	69 425
Equipement et Investissement	70 000	11 115	11 115
Transfert et Subvention	401 068	84 636	64 362
BSI Financement Intérieur	1 280 000	143 858	17 541
	4 569 899	1 258 704	725 749
520 MINISTERE DES SPORTS			
Personnel	1 025 813	420 590	186 602
Matériel & Fonctionnement	739 170	343 234	147 263
Déplacement & Mission	1 344 162	655 236	480 890
Communication & Energie	700 000	518 852	454 217
Autres Dépenses	331 089	61 747	43 910
Equipement et Investissement	100 000	24 990	18 146
520 MINISTERE DES SPORTS			
Transfert et Subvention	645 742	262 510	140 014
BSI Financement Intérieur	1 996 000	700 517	606 272
	6 881 976	2 987 675	2 077 314
610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE			
Personnel	11 950 614	4 072 417	3 449 245
Matériel & Fonctionnement	11 144 319	2 572 176	1 770 550
Déplacement & Mission	702 792	134 237	127 552
Communication & Energie	696 863	41 342	193
Autres Dépenses	885 997	78 754	37 834
Equipement et Investissement	3 713 470	457 422	154 184
Transfert et Subvention	6 211 106	935 309	822 368
BSI Financement Intérieur	650 000	83 249	8 098
Appui Budgétaire	9 625 000	0	0
Personnel (Collectivité)	491 117	0	0
	46 071 278	8 374 905	6 370 023
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	29 550	14 775	6 682
Transfert et Subvention	2 424 756	603 275	535 652
	2 454 306	618 050	542 334

(En milliers de FCFA)

640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE			
Personnel	521 905	260 953	140 586
Matériel & Fonctionnement	239 340	115 451	31 912
Déplacement & Mission	118 960	28 327	25 171
Communication & Energie	236 947	69 627	18 514
Autres Dépenses	413 851	94 254	73 850
Equipement et Investissement	200 000	49 041	38 973
Transfert et Subvention	656 738	157 166	144 954
BSI Financement Intérieur	2 412 000	541 149	388 220
	4 799 741	1 315 969	862 180
660 MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD			
Personnel	4 499 762	471 510	231 852
Matériel & Fonctionnement	571 858	97 474	63 155
Déplacement & Mission	492 866	87 695	80 725
Communication & Energie	137 145	4 713	3 516
Autres Dépenses	193 696	15 199	8 839
Equipement et Investissement	180 000	7 723	0
Transfert et Subvention	1 130 425	97 037	8 599
BSI Financement Intérieur	675 000	0	0
	7 880 752	781 352	396 686
714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE			
Personnel	1 320 321	644 816	320 601
Matériel & Fonctionnement	347 524	27 727	9 265
Déplacement & Mission	226 462	46 459	30 640
Communication & Energie	297 000	5 994	0
Autres Dépenses	318 752	14 364	10 358
Equipement et Investissement	60 000	2 378	2 378
Transfert et Subvention	76 849	14 947	11 498
BSI Financement Intérieur	6 565 000	1 403 769	1 380 595
	9 211 908	2 160 454	1 765 333
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	1 373 000	686 500	288 866
Matériel & Fonctionnement	175 928	40 005	32 150
Déplacement & Mission	130 016	30 202	26 428
Communication & Energie	249 000	29 300	25 072
Autres Dépenses	184 227	40 932	24 253
Equipement et Investissement	25 000	5 074	0
Transfert et Subvention	10 000	2 099	2 099
BSI Financement Intérieur	3 589 000	305 509	211 555
	5 736 171	1 139 621	610 423

(En milliers de FCFA)

726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	740 464	379 932	183 190
Matériel & Fonctionnement	355 623	43 114	20 366
Déplacement & Mission	160 413	37 625	33 540
Communication & Energie	190 979	31 778	20 181
Autres Dépenses	218 205	31 374	17 333
Equipement et Investissement	157 300	16 152	14 530
Transfert et Subvention	136 064	12 888	12 888
BSI Financement Intérieur	1 316 000	93 165	33 172
	3 275 048	646 028	335 199
730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION			
Personnel	192 038	96 019	58 035
Matériel & Fonctionnement	125 312	30 341	27 261
Déplacement & Mission	97 217	21 008	21 008
Communication & Energie	111 965	33 711	30 182
Autres Dépenses	263 410	22 763	22 126
Equipement et Investissement	108 500	12 394	9 605
Transfert et Subvention	124 500	26 683	26 683
BSI Financement Intérieur	1 512 000	379 089	372 414
	2 534 942	622 008	567 314
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Transfert et Subvention	0	0	0
	0	0	0
740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES			
Personnel	873 143	436 572	221 154
Matériel & Fonctionnement	521 410	34 273	28 158
Déplacement & Mission	142 005	32 115	32 115
Communication & Energie	138 187	78 932	61 927
Autres Dépenses	321 638	39 752	38 656
Equipement et Investissement	49 800	10 245	2 685
Transfert et Subvention	539 220	19 315	9 716
BSI Financement Intérieur	2 420 000	364 388	166 476
	5 005 403	1 015 592	560 887
745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
Personnel	766 889	403 445	137 934
Matériel & Fonctionnement	249 300	49 022	37 217
Déplacement & Mission	132 864	28 572	26 689
Communication & Energie	60 000	2 615	2 615
Autres Dépenses	108 950	14 680	5 994
Equipement et Investissement	62 250	7 239	6 218
Transfert et Subvention	12 824	2 241	1 641
BSI Financement Intérieur	9 200 000	773 248	761 963
	10 593 077	1 281 062	980 271

(En milliers de FCFA)

750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION			
Personnel	371 202	185 601	88 457
Matériel & Fonctionnement	131 584	20 841	6 723
Déplacement & Mission	131 845	23 070	10 090
Communication & Energie	90 000	7 853	6 500
Autres Dépenses	109 000	5 092	2 716
Equipement et Investissement	10 750	0	0
Transfert et Subvention	34 030	6 828	4 683
BSI Financement Intérieur	1 119 000	192 042	122 111
	1 997 411	441 327	241 281
760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT			
Personnel	1 218 987	609 494	313 731
Matériel & Fonctionnement	369 861	26 322	21 180
Déplacement & Mission	213 741	45 946	38 743
Communication & Energie	335 000	82 724	68 700
Autres Dépenses	208 412	6 769	6 769
Equipement et Investissement	50 000	12 498	0
Transfert et Subvention	590 102	7 606	7 461
BSI Financement Intérieur	56 202 000	33 940 453	33 587 689
	59 188 103	34 731 811	34 044 275
810 MINISTERE DU COMMERCE ET INDUSTRIE			
Personnel	987 832	541 416	240 683
Matériel & Fonctionnement	285 638	64 056	52 333
Déplacement & Mission	146 028	32 297	30 314
Communication & Energie	229 000	20 642	20 521
Autres Dépenses	404 022	57 641	21 750
Equipement et Investissement	30 000	7 464	7 464
Transfert et Subvention	99 000	21 731	17 817
BSI Financement Intérieur	3 000 000	313 112	72 668
	5 181 520	1 058 358	463 551
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE			
Personnel	145 990	72 995	38 334
Matériel & Fonctionnement	128 303	23 286	22 964
Déplacement & Mission	200 240	39 600	39 600
Communication & Energie	85 000	19 331	19 331
Autres Dépenses	337 298	70 574	65 675
Equipement et Investissement	50 000	6 361	6 361
Transfert et Subvention	294 393	72 906	72 906
BSI Financement Intérieur	450 000	154 535	120 964
	1 691 224	459 588	386 137

(En milliers de FCFA)

820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
Personnel	3 100 126	1 556 889	758 998
Matériel & Fonctionnement	895 426	92 875	61 114
Déplacement & Mission	453 565	104 158	97 254
Communication & Energie	968 529	55 791	15 093
Autres Dépenses	745 860	137 579	50 266
Equipement et Investissement	13 853 587	37 306	13 164
Transfert et Subvention	6 843 781	186 973	124 751
BSI Financement Intérieur	16 453 000	6 715 622	4 432 108
	43 313 874	8 887 192	5 552 747
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0
BSI Financement Intérieur	0	0	0
	0	0	0
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	194 768	97 384	50 156
Matériel & Fonctionnement	33 201	7 432	5 552
Déplacement & Mission	31 110	6 805	6 805
Communication & Energie	64 581	8 194	7 236
Autres Dépenses	30 000	0	0
Equipement et Investissement	13 280	2 336	1 853
Transfert et Subvention	29 050	6 574	6 574
BSI Financement Intérieur	5 847 000	2 923 500	2 923 500
	6 242 990	3 052 225	3 001 675
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Transfert et Subvention	858 870	190 957	117 708
BSI Financement Intérieur	43 000	0	0
	901 870	190 957	117 708
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE			
Matériel & Fonctionnement	15 000	3 059	3 059
Autres Dépenses	33 200	0	0
Transfert et Subvention	166 269	58 740	36 861
	214 469	61 799	39 920
311 CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT ⁰ FIN. (CENTIF)			
Transfert et Subvention	461 900	114 485	109 963
	461 900	114 485	109 963

(En milliers de FCFA)

312 AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)			
Transfert et Subvention	485 159	0	0
	485 159	0	0
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0
314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS			
Transfert et Subvention	541 314	194 673	121 517
BSI Financement Interieur	972 000	4 525	4 525
	1 513 314	199198	126 042
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE			
Transfert et Subvention	498 057	201 113	113 906
BSI Financement Interieur	1 364 000	605 222	584 562
	1 862 057	806 335	698 468
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT			
Transfert et Subvention	107 150	21 154	15 986
	107 150	21 154	15 986
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0
324 FONDS D'APPUI FORMAT0 PROFESS. & APPRENTIS.			
324 FONDS D'APPUI FORMAT ⁵ PROFESS. & APPRENTIS.			
Transfert et Subvention	85 252	35 313	35 313
	85 252	35 313	35 313
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)			
Transfert et Subvention	657 097	166 048	166 048
	657 097	166 048	166 048

(En milliers de FCFA)

326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT0 PROFESSION.			
Transfert et Subvention	203 640	59 510	39 821
	203 640	59 510	39 821
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)			
Equipement et Investissement	49 800	0	0
Transfert et Subvention	79 499	24 336	16 686
	129 299	24 336	16 686
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Equipement et Investissement	8 009 500	2 002 375	2 002 375
Transfert et Subvention	1 909 000	477 250	477 250
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000
	10 918 500	2 979 625	2 979 625
332 MAISON DU HADJ			
Transfert et Subvention	24 900	0	0
	24 900	0	0
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Transfert et Subvention	184 992	51 172	41 747
		51 172	41 747
	184 992		
336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	161 400	0	0
	171 400	0	0

(En milliers de FCFA)

411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)			
Matériel & Fonctionnement	88 142	22 033	22 033
Transfert et Subvention	1 082 936	527 484	286 632
	1 171 078	549 517	308 665
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)			
Matériel & Fonctionnement	88 643	1 345	1 345
Transfert et Subvention	941 176	437 514	234 424
BSI Financement Intérieur	150 000	10 635	10 635
	1 179 819	449 494	246 404
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.			
Matériel & Fonctionnement	26 394	6 598	6 598
Transfert et Subvention	1 697 599	715 442	261 461
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	1 873 993	722 039	268 059
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES			
Personnel	17 469	11 081	3 585
Matériel & Fonctionnement	4 430 390	720 792	703 918
Bourses	15 283 048	1 680 578	1 680 578
Equipement et Investissement	100 000	24 500	24 500
Transfert et Subvention	1 541 903	344 217	257 524
BSI Financement Intérieur	1 200 000	43 863	0
	22 572 810	2 825 031	2 670 105
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.			
Equipement et Investissement	43 000	0	0
Transfert et Subvention	167 002	51 827	30 216
	210 002	51 827	30 216
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION			
Transfert et Subvention	667 109	233 106	109 016
BSI Financement Intérieur	2 000 000	0	0
	2 667 109	233 106	109 016
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.			
Matériel & Fonctionnement	112 530	17 229	7 450
Transfert et Subvention	236 684	84 535	46 016
	349 214	101 765	53 465
422 UNIVERSITE DE SEGOU			
Personnel	831 410	202 483	99 110
Matériel & Fonctionnement	589 895	147 194	125 064
Transfert et Subvention	861 463	208 932	137 911
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000
	3 282 768	1 058 609	862 085

(En milliers de FCFA)

424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO			
Personnel	2 123 873	740 425	374 300
Matériel & Fonctionnement	832 294	101 463	68 926
Déplacement & Mission	171 748	139 229	139 229
Communication & Energie	169 494	58 894	58 894
Autres Dépenses	365 290	63 690	57 844
Transfert et Subvention	17 860	4 465	4 465
	3 680 559	1 108 166	703 657
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES			
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0
Transfert et Subvention	266 640	117 321	58 147
BSI Financement Intérieur	128 000	64 000	64 000
	414 640	186 321	122 147
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO			
Personnel	3 154 239	1 227 728	614 063
Matériel & Fonctionnement	927 300	384 356	132 712
Déplacement & Mission	279 413	106 574	44 650
Communication & Energie	429 660	180 499	180 394
Autres Dépenses	83 930	65 334	0
Transfert et Subvention	209 915	27 922	27 922
BSI Financement Intérieur	550 000	174 985	0
	5 634 457	2 167 400	999 741
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE			
Transfert et Subvention	228 681	73 814	37 182
	228 681	73 814	37 182
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO			
Personnel	2 815 430	941 860	481 756
Matériel & Fonctionnement	1 362 990	122 335	73 813
Déplacement & Mission	307 288	6 431	5 605
Communication & Energie	148 335	9 638	5 519
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO			
Autres Dépenses	322 871	49 494	6 697
Transfert et Subvention	50 000 5 006 914	8 667 1 138 425	2 468 575 857
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA			
Equipement et Investissement	21 500	2 950	2 950
Transfert et Subvention	279 408	119 927	63 635
	300 908	122 877	66 585

(En milliers de FCFA)

431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO			
Personnel	2 775 937	915 348	414 307
Matériel & Fonctionnement	1 493 793	239 194	69 500
Déplacement & Mission	405 616	125 955	121 335
Communication & Energie	137 063	43 993	43 190
Autres Dépenses	1 088 157	75 520	63 090
Transfert et Subvention	35 164	8 641	8 441
	5 935 730	1 408 651	719 864
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES			
Equipement et Investissement	40 000	9 951	9 951
Transfert et Subvention	312 996	127 188	70 164
BSI Financement Intérieur	50 000	24 167	22 703
	402 996	161 306	102 818
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..			
Matériel & Fonctionnement	2 500	0	0
Transfert et Subvention	270 500	0	0
	273 000	0	0
434 CENTRE FORMAT ¹ PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE			
Personnel	25 000	0	0
Matériel & Fonctionnement	20 572	0	0
Autres Dépenses	22 500	0	0
Transfert et Subvention	63 728	0	0
	131 800	0	0
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO			
Transfert et Subvention	302 626	39 881	26 986
BSI Financement Intérieur	1 000 000	997 818	0
	1 302 626	1 037 699	26 986
512 MUSEE NATIONAL			
Equipement et Investissement	8 300	0	0
Transfert et Subvention	340 964	124 889	77 753
	349 264	124 889	77 753
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA			
Transfert et Subvention	326 670	136 655	79 249
BSI Financement Intérieur	374 000	338 993	338 993
	700 670	475 648	418 242
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR			
Transfert et Subvention	142 258	24 290	13 520
	142 258	24 290	13 520
517 CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI			
Transfert et Subvention	390 994	115 036	85 023
	390 994	115 036	85 023

518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.			
Equipement et Investissement	18 300	0	0
Transfert et Subvention	543 700	147 546	92 674
BSI Financement Intérieur	270 000	0	0
	832 000	147 546	92 674
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE			
Equipement et Investissement	8 300	0	0
Transfert et Subvention	96 239	20 766	12 022
BSI Financement Intérieur	208 000	104 000	104 000
	312 539	124 766	116 022
522 CENTRE NAT. PROMOT0 VOLONTARIAT MALI			
Transfert et Subvention	122 900	33 801	33 801
BSI Financement Intérieur	250 000	68 119	68 119
	372 900	101 920	101 920
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS			
Personnel	51 052	18 177	18 177
Autres Dépenses	10 000	1 770	0
Transfert et Subvention	482 190	152 366	72 262
	543 242	172 312	90 438
613 AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS			
Equipement et Investissement	40 000	10 000	10 000
Transfert et Subvention	347 651	117 713	54 596
BSI Financement Intérieur	100 000	0	0
	487 651	127 713	64 596
615 HOPITAL GABRIEL TOURE			
Equipement et Investissement	340 000	27 197	27 197
Transfert et Subvention	2 996 633	997 938	484 603
BSI Financement Intérieur	500 000	0	0
	3 836 633	1 025 135	511 799
616 HOPITAL DU MALI			
Equipement et Investissement	70 000	0	0
Transfert et Subvention	1 398 914	384 881	190 607
BSI Financement Intérieur	200 000	59 800	24 988
	1 668 914	444 680	215 594
617 HOPITAL DU POINT « G »			
Equipement et Investissement	360 000	68 552	67 051
Transfert et Subvention	4 139 027	1 464 040	814 676
BSI Financement Intérieur	300 000	148 816	83 809
	4 799 027	1 681 408	965 536

(En milliers de FCFA)

618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE			
Equipement et Investissement	15 000	3 688	3 688
Transfert et Subvention	477 303	156 399	48 610
BSI Financement Intérieur	800 000	0	0
	1 292 303	160 087	52 297
619 HOPITAL DE KATI			
Equipement et Investissement	120 000	24 750	24 750
Transfert et Subvention	1 004 613	304 715	162 789
BSI Financement Intérieur	250 000	0	0
	1 374 613	329 465	187 539
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE			
Equipement et Investissement	80 000	11 716	0
Transfert et Subvention	497 431	136 676	96 583
BSI Financement Intérieur	275 000	89 676	61 928
	852 431	238 068	158 511
621 INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE			
Equipement et Investissement	100 000	0	0
Transfert et Subvention	1 234 091	364 333	180 526
BSI Financement Intérieur	450 000	0	0
	1 784 091	364 333	180 526
622 CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT			
Equipement et Investissement	56 000	14 000	14 000
Transfert et Subvention	346 940	130 388	65 978
	402 940	144 388	79 978
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE			
Equipement et Investissement	115 000	3 450	3 450
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE			
Transfert et Subvention	1 191 761	619 075	131 230
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	1 456 761	622 525	134 680
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE			
Equipement et Investissement	42 500	0	0
Transfert et Subvention	483 478	160 464	82 523
BSI Financement Intérieur	100 000	20 139	15 752
	625 978	180 602	98 275
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	719 090	160 519	70 985
	739 090	160 519	70 985

(En milliers de FCFA)

629 CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE			
Equipement et Investissement	120 000	0	0
Transfert et Subvention	813 113	306 038	166 019
BSI Financement Intérieur	100 000	0	0
	1 033 113	306 038	166 019
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX			
Equipement et Investissement	60 588	8 297	8 297
Transfert et Subvention	227 497	67 648	34 139
	288 085	75 944	42 436
631 INSTITUT NAT. FORMAI SCIENCE DE LA SANTE			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	1 454 892	396 904	195 873
BSI Financement Intérieur	200 000 1 674 892	0 396 904	0 195 873
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)			
Transfert et Subvention	1 081 061	324 716	209 469
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)			
BSI Financement Intérieur	275 000	64 319	33 125
	1 356 061	389 035	242 594
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES			
Transfert et Subvention	678 961	263 717	165 004
	678 961	263 717	165 004
634 HOPITAL DE SIKASSO			
Transfert et Subvention	1 002 689	325 085	99 141
	1 002 689	325 085	99 141
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU			
Transfert et Subvention	727 570	241 810	115 680
	727 570	241 810	115 680
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI			
Transfert et Subvention	861 797	298 938	227 449
	861 797	298 938	227 449
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU			
Transfert et Subvention	389 143	69 928	40 379
	389 143	69 928	40 379
638 HOPITAL DE GAO			
Transfert et Subvention	465 393	85 721	50 048
	465 393	85 721	50 048
645 CITE DES ENFANTS			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	229 032	87 032	64 320
BSI Financement Intérieur	200 000	31 340	0
	439 032	118 372	64 320

(En milliers de FCFA)

666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE			
Equipement et Investissement	64 500	14 700	0
Transfert et Subvention	307 146	100 599	71 249
BSI Financement Intérieur	200 000	90 962	29 046
	571 646	206 262	100 295
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE			
Transfert et Subvention	37 658 017	9 424 210	9 424 210
	37 658 017	9 424 210	9 424 210
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE			
Equipement et Investissement	43 000	0	0
Transfert et Subvention	73 903	19 109	13 324
BSI Financement Intérieur	400 000	73 316	55 483
	516 903	92 425	68 808
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX			
Transfert et Subvention	592 539	202 782	164 129
BSI Financement Intérieur	230 000	0	0
	822 539	202 782	164 129
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE			
Transfert et Subvention	495 226	197 489	197 489
BSI Financement Intérieur	292 000	43 415	43 415
	787 226	240 903	240 903
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE			
Equipement et Investissement	25 200	0	0
Transfert et Subvention	416 399	132 330	69 095
BSI Financement Intérieur	100 000	0	0
	541 599	132 330	69 095
679 CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE			
Transfert et Subvention	43 645	0	0
	43 645	0	0
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE			
Transfert et Subvention	1 145 995	282 490	44 987
	1 145 995	282 490	44 987
703 INSTITUT. NAT. FORMAT0 PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.			
Equipement et Investissement	8 300	0	0
Transfert et Subvention	116 116	36 775	18 048
	124 416	36 775	18 048
704 AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)			
Transfert et Subvention	93 582	23 396	23 396
BSI Financement Intérieur	100 000	0	0
	193 582	23 396	23 396

(En milliers de FCFA)

706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI			
Transfert et Subvention	486 149	251 963	138 725
BSI Financement Intérieur	392 000	64 157	53 263
	878 149	316 120	191 988
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.			
Equipe ment et Investissement	140 000	0	0
Transfert et Subvention	162 371	50 791	34 752
BSI Financement Intérieur	208 000	0	0
	510 371	50 791	34 752
710 AUTORITE ROUTIERE			
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	200 000
	400 000	200 000	200 000
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE			
Transfert et Subvention	449 412	112 353	112 353
	449 412	112 353	112 353
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE			
Transfert et Subvention	222 450	32 235	16 985
BSI Financement Intérieur	2 469 000	26 429	0
	2 691 450	58 664	16 985
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)			
Equipe ment et Investissement	20 750	0	0
Transfert et Subvention	135 730	45 526	27 675
BSI Financement Intérieur	125 000	19 400	10 935
	281 480	64 926	38 610
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER			
Transfert et Subvention	174 237	55 771	37 565
BSI Financement Intérieur	2 150 000	877 242	862 774
	2 324 237	933 013	900 339
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI			
Equipe ment et Investissement	5 000	0	0
Transfert et Subvention	274 987	93 868	50 731
BSI Financement Intérieur	1 900 000	40 159	0
	2 179 987	134 027	50 731
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE			
Transfert et Subvention	248 981	72 293	36 574
BSI Financement Intérieur	761 000	163 500	163 500
	1 009 981	235 793	200 074
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE			
Equipe ment et Investissement	100 000	7 951	0
Transfert et Subvention	5 177 750	469 478	469 478
BSI Financement Intérieur	530 000 5 807 750	265 000 742 429	265 000 734 478

(En milliers de FCFA)

723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX			
Equipement et Investissement	41 500	0	0
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX			
Transfert et Subvention	182 410	68 483	38 875
BSI Financement Intérieur	400 000	192 311	167 353
	623 910	260 794	206 229
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)			
Transfert et Subvention	148 129	56 381	26 640
BSI Financement Intérieur	600 000	57 648	30 500
	748 129	114 029	57 140
725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI			
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	167 334	81 271	21 587
	217 334	81 271	21 587
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI			
Equipement et Investissement	930 000	232 085	21 523
Transfert et Subvention	4 461 303	1 583 867	1 062 592
	5 391 303	1 815 952	1 084 115
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE			
Equipement et Investissement	9 960	2 481	2 481
Transfert et Subvention	473 969	283 625	66 079
BSI Financement Intérieur	800 000	770 014	447 080
	1 283 929	1 056 120	515 640
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT			
Transfert et Subvention	147 221	29 079	22 230
BSI Financement Intérieur	291 000	48 565	48 565
	438 221	77 643	70 794
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATO & COMMUNICATION			
Equipement et Investissement	62 853	0	0
Transfert et Subvention	2 058 172	366 588	146 518
	2121 025	366 588	146 518
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)			
Equipement et Investissement	8 300	0	0
Transfert et Subvention	362 340	95 601	52 937
BSI Financement Intérieur	300 000	30 842	5 357
	670 640	126 443	58 294
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)			
Equipement et Investissement	12 500	0	0
Transfert et Subvention	137 925	28 210	7 574
BSI Financement Intérieur	340 000	0	0
	490 425	28 210	7 574

(En milliers de FCFA)

817 AGENCE POUR PROMOT ⁵ EXPORTATIONS MALI			
Equipement et Investissement	17 430	0	0
Transfert et Subvention	112 773	33 884	23 890
BSI Financement Intérieur	100 000	3 900	0
	230 203	37 784	23 890
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS			
Equipement et Investissement	16 600	0	0
Transfert et Subvention	154 108	53 439	35 242
BSI Financement Intérieur	613 000	200 055	143 780
	783 708	253 494	179 022
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)			
Transfert et Subvention	29 880	3 636	3 636
BSI Financement Intérieur	300 000	120 005	63 365
	329 880	123 642	67 002
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)			
Equipement et Investissement	187 690	31 514	0
Transfert et Subvention	579 679	230 710	125 808
BSI Financement Intérieur	508 000	185 985	0
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)			
	1 275 369	448 209	125 808
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL			
Equipement et Investissement	152 477	9 999	0
Transfert et Subvention	570 895	175 839	88 847
BSI Financement Intérieur	483 000	141 500	104 000
	1 206 372	327 339	192 847
827 OFFICE RIZ MOPTI			
Transfert et Subvention	284 271	117 090	76 939
BSI Financement Intérieur	270 000	89 750	17 950
	554 271	206 840	94 889
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE			
Equipement et Investissement	200 000	33 168	21 168
Transfert et Subvention	467 918	130 581	69 594
BSI Financement Intérieur	400 000	98 425	31 996
	1 067 918	262 174	122 757
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE			
Equipement et Investissement	207 500		0
Transfert et Subvention	3 124 572	1 463 923	1 182 021
BSI Financement Intérieur	125 000		0
	3 457 072	1 463 923	1 182 021

(En milliers de FCFA)

833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE			
Equipement et Investissement	89 800		0
Transfert et Subvention	687 711	274 726	112 213
BSI Financement Intérieur	166 000		0
	943 511	274 726	112 213
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO			
Transfert et Subvention	73 121	10 736	0
	73 121	10 736	0
835 OFFICE RIZ SEGOU			
Transfert et Subvention	484 077	110 899	48 075
BSI Financement Intérieur	1 915 000	586 043	0
	2 399 077	696 942	48 075
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA			
Transfert et Subvention	339 646	146 294	84 677
BSI Financement Intérieur	932 000	465 184	81 462
	1 271 646	611 478	166 139
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX			
Transfert et Subvention	591 098	214 843	98 328
BSI Financement Intérieur	200 000	1 668	1 668
	791 098	216 512	99 996
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE			
Transfert et Subvention	190 813	52 244	37 270
BSI Financement Intérieur	166 000	38 433	38 433
	356 813	90 676	75 703
842 CENTRE NAT. INSEMINAT ⁵ ARTIFICIELLE ANIMALE			
Transfert et Subvention	130 000	0	0
	130 000	0	0
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.			
Transfert et Subvention	95 176	34 233	20 245
BSI Financement Intérieur	105 000	21 856	12 128
	200 176	56 089	32 374
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT ⁰ QUALITE			
Equipement et Investissement	37 350	9 066	9 066
Transfert et Subvention	133 784	41 805	27 111
BSI Financement Intérieur	100 000	38 192	27 596
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT ⁰ QUALITE			
	271 134	89 064	63 774
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE			
Equipement et Investissement	18 000	0	0
Transfert et Subvention	82 574	27 794	18 898
BSI Financement Intérieur	100 000	20 000	0
	200 574	47 794	18 898

(En milliers de FCFA)

869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI			
Transfert et Subvention	242 248	109 494	56 306
BSI Financement Intérieur	120 000	0	0
	362 248	109 494	56 306
900 DISTRICT DE BAMAKO			
Personnel	22 475 327	11 143 609	5 623 646
Matériel & Fonctionnement	7 273 882	393 438	326 573
Déplacement & Mission	437 639	83 368	79 069
Communication & Energie	1 600 000	288 702	288 702
Autres Dépenses	12 002 974	3 290 798	186 014
Bourses	127 347	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	1 397 517	235 991	235 991
Appui Budgétaire	123 000	0	0
Personnel (Collectivité)	12 481 146	3 518 101	3 516 880
	57 918 832	18 954 007	10 256 875
901 REGION DE KAYES			
Personnel	8 449 188	4 216 160	2 100 283
Matériel & Fonctionnement	3 157 271	476 240	410 979
Déplacement & Mission	477 128	105 229	81 887
Communication & Energie	1 681 149	157 225	157 225
Autres Dépenses	2 301 035	428 553	224 400
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	1 607 909	288 695	286 195
Appui Budgétaire	123 000	0	0
Personnel (Collectivité)	14 648 953	3 906 783	3 906 783
	32 445 633	9 578 885	7 167 752
902 REGION DE KOULIKORO			
Personnel	10 737 016	5 270 366	2 552 235
Matériel & Fonctionnement	5 446 886	579 851	509 551
Déplacement & Mission	649 923	140 722	135 327
Communication & Energie	1 318 162	77 228	32 122
Autres Dépenses	6 890 366	193 556	168 696
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	1 217 053	218 037	213 773
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
Personnel (Collectivité)	17 355 125	4 967 337	4 815 845
	43 764 531	11 447 097	8 427 548

(En milliers de FCFA)

903 REGION DE SIKASSO			
Personnel	11 561 272	5 751 449	2 863 982
Matériel & Fonctionnement	4 048 640	912 512	859 111
Déplacement & Mission	430 218	90 216	87 585
Communication & Energie	1 675 478	579 895	535 675
Autres Dépenses	4 895 131	1 900 978	1 515 104
Bourses	302 061	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	2 251 961	454 770	448 597
BSI Financement Intérieur	2 500 000	2 205 328	76 476
Appui Budgétaire	2 343 500	0	0
Personnel (Collectivité)	18 004 761	4 902 732	0
	48 013 022	16 797 880	6 386 530
904 REGION DE SEGOU			
Personnel	9 200 374	4 559 903	2 195 500
Matériel & Fonctionnement	3 080 724	570 285	262 510
Déplacement & Mission	467 650	107 320	87 249
Communication & Energie	1 150 468	461 729	186 614
Autres Dépenses	3 454 331	1 142 949	162 278
Bourses	179 267	21 105	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	1 499 777	355 617	333 372
BSI Financement Intérieur	950 000	543 467	0
Appui Budgétaire	123 000	0	0
Personnel (Collectivité)	14 497 006	7 096 384	7 041 997
	34 602 597	14 858 759	10 269 518
905 REGION DE MOPTI			
Personnel	6 511 473	3 200 488	1 590 388
Matériel & Fonctionnement	2 958 620	598 510	571 578
Déplacement & Mission	463 540	99 462	98 243
Communication & Energie	1 253 733	228 205	228 205
Autres Dépenses	1 927 796	492 312	486 417
Bourses	15 038	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	1 762 229	290 460	287 238
BSI Financement Intérieur	800 000	0	0
Appui Budgétaire	893 382	0	0
Personnel (Collectivité)	11 667 067	3 339 983	3 232 029
	28 252 878	8 249 420	6 494 099

(En milliers de FCFA)

906 REGION DE TOMBOUCTOU			
Personnel	3 983 445	2 001 845	1 051 812
Matériel & Fonctionnement	1 270 676	258 807	104 263
Déplacement & Mission	406 416	90 488	82 303
Communication & Energie	634 553	116 565	116 209
Autres Dépenses	600 557	96 488	66 746
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	940 113	164 194	152 540
BSI Financement Intérieur	2 300 000	0	0
Appui Budgétaire	1 662 258	0	0
Personnel (Collectivité)	5 814 448	1 359 695	1 359 495
	17 612 466	4 088 081	2 933 368
907 REGION DE G A O			
Personnel	4 030 186	2 012 320	1 037 511
Matériel & Fonctionnement	1 351 687	253 756	221 536
Déplacement & Mission	424 640	101 295	88 276
Communication & Energie	670 866	87 542	87 428
Autres Dépenses	910 784	138 899	126 724
Bourses	42 722	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	717 034	143 558	142 199
BSI Financement Intérieur	2 500 000	0	0
Personnel (Collectivité)	6 639 965	1 562 152	1 562 152
	17 287 884	4 299 521	3 265 826
908 REGION DE KIDAL			
Personnel	794 101	435 824	202 459
Matériel & Fonctionnement	688 856	84 127	82 510
Déplacement & Mission	312 774	71 515	71 097
Communication & Energie	200 050	10 097	10 097
Autres Dépenses	207 858	28 303	28 303
Transfert et Subvention	205 960	38 446	38 446
BSI Financement Intérieur	2 000 000	0	0
Personnel (Collectivité)	1 508 976	436 533	333 037
	5 918 575	1 104 846	765 950
909 REGION DE TAOUDENIT			
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0
	0	0	0

(En milliers de FCFA)

910 REGION DE MENAKA			
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0
	0	0	0
950 BUDGETS ANNEXES			
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	5 414 030	0	0
	5 414 030	0	0
970 COMPTES & FONDS SPECIAUX			
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	77 871 000	5 541 422	5 541 422
	77 871 000	5 541 422	5 541 422
TOTAL BUDGET D'ETAT	1 689 379 724	413 943 732	288 6 971

III. CONCLUSION

L'exécution du Budget d'Etat sans le financement extérieur du BSI au 31/03/2016, dégage un solde budgétaire excédentaire de 23,204 milliards de FCFA. Ce solde s'explique surtout par un démarrage timide de l'exécution des crédits pour le compte du 1^{er} trimestre 2016 due à la prise en charge des opérations de dépenses de la période complémentaire (mois de janvier) qui constitue une période exclusivement comptable. Il s'explique aussi par les niveaux élevés voir les dépassements relatifs à l'atteinte des objectifs de recouvrement pour le compte de la période, opéré par deux (02) services de recouvrement à savoir : la DNTCP et la DGD.

Cependant, il est envisagé au second trimestre 2016 une révision de la loi de Finances initiale qui se justifierait surtout par l'intégration de certaines actions publiques qui n'avaient pas été prévues, notamment:

- le Fonds de Développement Durable, prévu comme outil de financement pour les projets de développement dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- l'organisation du Référendum et des élections communales ;
- le remaniement ministériel intervenu le 15 janvier 2016 prévoyant notamment la création de deux nouveaux ministères (Ministère de l'Elevage et de la Pêche et Ministère de la Recherche Scientifique) et une fusion du ministère de la Coopération Internationale avec celui des Affaires Étrangères ;
- l'opérationnalisation de deux nouvelles régions (Ménaka et Taoudénit) ;
- les projets d'investissements dans les infrastructures, notamment le Programme d'Aménagement et d'Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS).

La révision vise aussi à prendre en charge la baisse de certaines recettes budgétaires.

En conséquence, l'effet combiné sur les recettes et les dépenses modifiera l'équilibre de la loi de finances initiale.